



DALET
DIGITAL MEDIA SYSTEMS

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2013

DALET S.A.
Société Anonyme au capital de 7.187.360 €
Siège social : 16, rue Rivay – 92300 Levallois-Perret

378 017 016 RCS Nanterre

Sommaire

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2013	5
1. BILAN	5
2. COMPTE DE RESULTAT.....	6
3. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX	7
3.1. NATURE ET DESCRIPTION DE L'ACTIVITE.....	7
3.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	7
3.3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	7
3.4. REGLES ET METHODES COMPTABLES	7
NOTE 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12
NOTE 2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	13
NOTE 3 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES	13
NOTE 4 : STOCKS.....	15
NOTE 5 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	16
NOTE 6 : AUTRES CREANCES.....	17
NOTE 7 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	17
NOTE 8 : VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	18
NOTE 9 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	21
NOTE 10 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES.....	21
NOTE 11 : DETTES FISCALES ET SOCIALES	22
NOTE 12 : AUTRES DETTES	22
NOTE 13 : CHIFFRE D'AFFAIRES	22
NOTE 14 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	23
NOTE 15 : ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	24
NOTE 16 : AUTRES CHARGES EXTERNES	24
NOTE 17 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	25
NOTE 18 : RESULTAT FINANCIER	26
NOTE 19 : RESULTAT EXCEPTIONNEL	27
NOTE 20 : IMPOT SUR LES SOCIETES	27
NOTE 21 : AUTRES INFORMATIONS	28
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	33
COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2013	35
1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2013.....	35
2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013.....	36
3. ETAT DU RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013.....	37
4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013.....	38
5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DU GROUPE.....	39
6. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	40
6.1. NOTES PRELIMINAIRES	40
6.1.1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE.....	40
6.1.2. DECLARATION DE CONFORMITE AUX IFRS	40
6.2. AUTRES NOTES	41
6.2.1. PRINCIPES COMPTABLES.....	41
6.2.2. FAITS CARACTERISTIQUES ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	46
6.3. NOTES SUR LE BILAN	47
NOTE 1 : GOODWILL.....	47
NOTE 2 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	48
NOTE 3 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES.....	49
NOTE 4 : ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME	50
NOTE 5 : DISPONIBILITES BLOQUEES A LONG TERME	50
NOTE 6 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS	50
NOTE 7 : CLIENTS.....	50
NOTE 8 : AUTRES DEBITEURS	51

NOTE 9 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	51
NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES	51
NOTE 11 : DETTES FINANCIERES A LONG TERME	53
NOTE 12 : PROVISIONS A LONG TERME	54
NOTE 13 : PROVISIONS A COURT TERME	55
NOTE 14 : DETTES FINANCIERES A COURT TERME	56
NOTE 15 : DETTES FISCALES ET SOCIALES	56
NOTE 16 : AUTRES CREDITEURS	56
6.4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	57
NOTE 17 : CHIFFRE D'AFFAIRES	57
NOTE 18 : ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES	58
NOTE 19 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	58
NOTE 20 : DOTATIONS AUX PROVISIONS NETTES DES REPRISES	59
NOTE 21 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES	59
NOTE 22 : COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	60
NOTE 23 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	60
NOTE 24 : IMPOT SUR LES RESULTATS	60
NOTE 25 : DEFICITS FISCAUX	61
6.5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	62
NOTE 26 : INFORMATION SECTORIELLE	62
NOTE 27 : INSTRUMENTS FINANCIERS	63
NOTE 28 : GESTION DES RISQUES FINANCIERS LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS.....	64
NOTE 29 : EFFECTIFS.....	65
NOTE 30 : ENGAGEMENTS HORS BILAN	66
NOTE 31 : RELATIONS AVEC LES PARTIES LIEES	66
NOTE 32 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	67
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	68
RAPPORT DE GESTION	70
1. RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE	71
2. RAPPORT DE GESTION SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE.....	80
3. PROPOSITION DE RENOUVELEMENT OU D'AUTORISATION DE DELEGATIONS AU CONSEIL	
D'ADMINISTRATION	94
ANNEXE 1 : TABLEAU DES 5 DERNIERS EXERCICES.....	95
ANNEXE 2 : TABLEAU RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS D'EMISSION DE TITRE DE CAPITAL ET DE CREANCE EN COURS DE VALIDITE ET NIVEAU DE LEUR UTILISATION.....	96
ANNEXE 3 TABLEAU RELATIF A LA PUBLICITE DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	100
ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION : RAPPORT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	101
RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT, SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES CONSOLIDEES FIGURANT DANS LE RAPPORT DE GESTION	113

Déclaration du Président

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

David LASRY
Président directeur général

COMPTES ANNUELS au 31 décembre 2013

1. Bilan

au 31 décembre 2013
(montants en euros)

	Notes	31-déc.-13	31-déc.-12
ACTIF			
Immobilisations incorporelles	1	9 404 991	9 385 895
Immobilisations corporelles	2	132 763	180 351
Immobilisations financières	3	7 471 930	7 313 867
Total de l'actif immobilisé		17 009 684	16 880 113
Stocks et en cours	4	46 919	237 274
Clients et comptes rattachés	5	10 242 905	9 004 966
Autres créances	6	1 158 832	1 683 330
Valeurs mobilières de placement	7	512 066	101 306
Disponibilités		3 001 922	1 992 407
Total de l'actif circulant		14 962 644	13 019 283
Charges constatées d'avance	21	430 714	374 321
Ecarts de conversion actif	21	56 699	141 538
Total de l'actif		32 459 741	30 415 255
PASSIF			
Capital		7 187 360	7 130 474
Primes d'émission et de fusion		9 399 577	9 340 462
Réserves		583 789	678 632
Report à nouveau		917 579	515 597
Résultat de l'exercice		401 133	423 139
Total des capitaux propres	8	18 489 438	18 088 304
Provisions pour risques et charges	9	703 219	391 796
Emprunts et dettes financières	10	1 378 573	1 418 833
Fournisseurs et comptes rattachés		5 773 532	6 414 971
Dettes fiscales et sociales	11	1 430 086	1 491 516
Autres dettes	12	290 243	169 719
Total des dettes		8 872 434	9 495 039
Produits constatés d'avance	21	4 296 531	2 374 323
Ecarts de conversion passif	21	98 119	65 793
Total du passif		32 459 741	30 415 255

2. Compte de résultat

pour l'exercice clos le 31 décembre 2013
(montants en euros)

	Notes	2013	2012
Chiffre d'affaires	13	24 595 646	22 308 280
Autres produits d'exploitation	14	2 520 740	2 087 643
Produits d'exploitation		27 116 386	24 395 923
Achats et variation de stocks	15	2 119 636	1 539 056
Autres charges externes	16	16 476 720	15 342 468
Impôts et taxes		317 631	322 191
Charges de personnel		5 630 203	4 940 907
Dotations aux amortissements	17	1 853 213	1 819 767
Dotations aux provisions		788 411	381 491
Autres charges		29 294	20 504
Charges d'exploitation		27 215 108	24 366 384
Résultat d'exploitation		-98 722	29 539
Produits financiers		437 166	823 717
Charges financières		469 645	1 053 811
Résultat financier		-32 479	-230 094
Résultat courant avant impôts		-131 201	-200 555
Résultat exceptionnel		-95 224	-44 247
Impôts sur les bénéfices	20	-627 558	-667 941
Résultat net		401 133	423 139

3. Annexe aux comptes sociaux

3.1. Nature et description de l'activité

Dalet propose une gamme complète de solutions de numérisation dans le domaine des médias.

3.2. Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

3.3. Evénements postérieurs à la clôture

En date du 6 avril 2014, Dalet a finalisé l'acquisition de 100% des actions de la société anglaise AmberFin .

AmberFin est un éditeur de logiciel spécialisé dans le traitement du signal vidéo, avec des applications reconnues pour leur excellence dans les domaines de l'acquisition, du transcodage et du contrôle qualité.

Cette acquisition permet à Dalet d'élargir son offre produit en combinant sa plate forme de Média Asset Management polyvalente avec les outils de traitement de l'image élaborés par AmberFin.

AmberFin réalise un chiffre d'affaires annuel de ordre de 5 millions d'euros et emploie 35 personnes.

Le financement de l'opération, soit environ 4 millions de GBP, a été réalisé par endettement bancaire complété d'une partie en cash.

3.4. Règles et méthodes comptables

[Code de commerce – articles 8, 9 et 11]

[Décret n° 83 –1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3]

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément à la continuité de l'exploitation, à l'indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

- Logiciels acquis

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Ils sont amortis selon le mode linéaire :

- 12 mois si la valeur unitaire est inférieure à 1.500 euros,
- 3 ans si la valeur unitaire est supérieure à 1.500 euros.

- Fonds de commerce

Les fonds de commerce ne sont pas amortis.

Un test de valeur est pratiqué une fois par an, entraînant la comptabilisation d'une provision si la valeur d'évaluation devient inférieure à la valeur inscrite à l'actif du bilan.

- Logiciels créés à usage commercial

Les frais de recherche et développement engagés par la Société sont activés dans le respect des critères définis par les règlements 2002-10 du CRC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et 2004-6 relatif à la définition des actifs.

Les frais de développement sont activés lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- le projet est clairement identifié et suivi de façon individualisée et fiable ;
- le projet a de sérieuses chances de réussite technique ;
- le projet a de sérieuses chances de rentabilité commerciale pour les logiciels destinés à être loués, vendus ou commercialisés ;
- la société manifeste son intention de produire, de commercialiser ou d'utiliser en interne les logiciels concernés ;
- les frais faisant l'objet d'activation sont ceux directs, internes et externes, engagés durant les phases d'analyse organique, de programmation, de tests, et pour le développement de ces logiciels.

Les amortissements sont calculés, suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue, soit dans la pratique de 24 à 36 mois.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les frais d'entretien et de réparations sont constatés en charge dans l'exercice.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel de bureau et informatique : linéaire sur 3 ans,
- Mobilier de bureau : linéaire sur 5 ans,
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans.

- **Immobilisations financières**

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition.

Lorsque leur valeur d'inventaire à la date de clôture est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence. La valeur d'inventaire des titres tient compte notamment du montant des capitaux propres, de la rentabilité à long terme et d'éléments stratégiques.. De plus, il est comptabilisé une provision sur les créances à hauteur de la situation nette négative. Si cette dernière est supérieure aux créances inscrites à l'actif du bilan, une provision complémentaire est comptabilisée en provision pour risque.

Les avances consenties aux filiales en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions ; il est tenu compte des écarts de conversion résultant de la conversion des soldes au cours de clôture.

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements versés.

- **Stocks**

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques et de matériel informatique.

Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés en tenant compte de l'ancienneté des références.

- **Clients et comptes rattachés**

La société commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Elle évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Les risques de recouvrement clients sont appréciés d'une part en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatés en provision pour dépréciation. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

- **Ecart de conversion**

Les écarts de conversion qui figurent au bilan correspondent à la différence entre les créances et les dettes converties au cours des devises mensuelles et le cours des devises à la clôture de l'exercice.

- **Actions propres**

Les actions propres sont détenues dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites accordées par le conseil d'administration.

- **Provisions pour risques**

Des provisions pour risques sont constatées pour couvrir des risques, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

- **Chiffre d'affaires**

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de progiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de progiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Progiciels et de Matériel

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

- **Résultat exceptionnel**

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

- **Engagements en matière de retraite**

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de fin de carrière. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les montants des paiements futurs sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

L'engagement dû à ce titre n'est pas comptabilisé en provisions pour risques et charges, mais figure dans les engagements hors bilan.

- **Instruments financiers**

La Société et ses filiales peuvent avoir recours à des instruments financiers comme des couvertures de change ou des achats d'options pour couvrir des risques liés à la fluctuation des taux d'intérêt ou de change.

NOTE 1 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-13				31-déc.-12
	Valeurs brutes	Amortissements	Provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Logiciels	707 694	648 258		59 436	132 583
Logiciels créés à usage commercial	16 750 514	14 728 163		2 022 351	723 048
Logiciels en cours de réalisation	1 823 204			1 823 204	3 030 264
Fonds de commerce	5 599 092		99 092	5 500 000	5 500 000
Total	24 880 504	15 376 421	99 092	9 404 991	9 385 895

L'évolution des immobilisations incorporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-12	Augmentations	Diminutions	Reclassements	31-déc.-13
Logiciels	670 611	37 083		0	707 694
Logiciels créés à usage commercial	13 781 622	410 616		2 558 276	16 750 514
Logiciels en cours de réalisation	3 030 264	1 351 216		-2 558 276	1 823 204
Fonds de commerce	5 599 092				5 599 092
Total	23 081 589	1 798 915	0	0	24 880 504
<i>Amortissements</i>	13 596 602	1 779 819			15 376 421
<i>Provisions</i>	99 092				99 092
Valeurs nettes	9 385 895		0	0	9 404 991

Le fonds de commerce de 5.599.092 euros correspond :

- à une acquisition de 1998 pour une activité dans le domaine des logiciels audionumériques dénommée Numisys pour 99.092 euros. Le test de valeur pratiqué sur cet actif incorporel a révélé une valeur nulle en raison de l'arrêt définitif des activités. A ce titre, une provision pour dépréciation de 99.082 euros a été comptabilisée en 2005.
- à l'évaluation de l'activité de DDMS France suite à la fusion-absorption de 2003 pour 5.500.000 euros.



Le test de valeur effectué au 31 décembre 2013 sur la base des hypothèses retenues au moment de la fusion a montré une valeur supérieure à celle inscrite au bilan, ne justifiant donc pas la dotation d'une provision.

NOTE 2 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-13			31-déc.-12
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Installations générales, agenc. et aménagements divers	85 074	35 835	49 239	58 180
Matériel de transport	78 108	60 974	17 134	33 615
Matériel de bureau et informatique, mobilier	662 089	595 699	66 390	88 556
Total	825 271	692 508	132 763	180 351

L'évolution des immobilisations corporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-12	Augmentations	Diminutions	31-déc.-13
Installations générales, agenc. et aménagements divers	82 074	3 000	0	85 074
Matériel de transport	78 108	0	0	78 108
Matériel de bureau et informatique, mobilier	639 283	133 120	110 314	662 089
Total	799 465	136 120	110 314 	825 271
<i>Amortissements</i>	619 114	73 394	0	692 508
Valeurs nettes	180 351 	62 726	110 314	132 763

NOTE 3 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-13			31-déc.-12
	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Titres de participation	11 554 254	4 331 549	7 222 705	7 193 978
Créances rattachées aux participations	447 086	296 323	150 763	51 278
Prêts et autres immobilisations financières	98 462		98 462	68 611
Total	12 099 802	4 627 872	7 471 930	7 313 867

L'évolution des immobilisations financières et des provisions s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-12	Augmentations	Diminutions	31-déc.-13
Titres de participation	11 525 527	28 727	0	11 554 254
Créances rattachées aux participations	424 601	72 500	50 015	447 086
Prêts et autres immobilisations financières	68 611	29 851	0	98 462
Total	12 018 739	131 078	50 015	12 099 802
<i>Provisions</i>	4 704 872	0	77 000	4 627 872
Valeurs nettes	7 313 867			7 471 930

L'augmentation des titres de participation correspond à la création d'une nouvelle filiale en Russie.

Le détail des filiales et des participations est le suivant à la date du 31 décembre 2013 :

Filiale	Capital	Capitaux propres autres que le capital	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	CA H.T. du dernier exercice clos	Résultat	Observations
				Brute	Nette	Brute	Nette				
(en milliers)	(en devises)	(en devises)		(KE)	(KE)	(KE)	(KE)		(KE)	(KE)	devises 1 € =
Dalet Digital Média Systems USA	7.172 KUSD	(3.999) KUSD	100,00%	5 768	5 768	-	-	-	12 925	161	1,3281011 USD
Dalet Limited	5 KGBP	110 KGBP	100,00%	8	8	-	-	-	519	12	0,8492515 GBP
Dalet Sistemas Espana	60 KE	111 KE	99,98%	60	60	-	-	-	311	12	
Gefen	50 KILS	13.941 KILS	99,90%	10	10	-	-	-	9 117	548	4,7947796 ILS
Dalet GmbH	25 KE	(47) KE	100,00%	3 604	-	42	20	-	6	-25	
Dalet Australia Pty Ltd	-	362 KAUD	100,00%	-	-	-	-	-	1 117	23	1,3776952 AUD
Dalet Systems Asia Pte	200 KSGD	(678) KSGD	100,00%	114	-	345	71	-	916	46	1,6618713 SGD
Dalet Italia S.R.L	102 KE	748 KE	100,00%	1 962	1 349	-	-	-	4 632	-9	
Dalet Media Systems LLC	1.200 RUB	(1.288) KRUB	100,00%	28	28	60	60	-	36	-30	42,33781 RUB
TOTAL				11 554	7 223	447	151			738	

Note : le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.

Note : Aucun dividende n'a été perçu par Dalet S.A. de la part de ses filiales.

Les éléments concernant les entreprises liées et les participations se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Titres de participation	11 554 254	11 525 527
Créances rattachées aux participations	447 086	424 601
Total immobilisations	12 001 340	11 950 128
Créances clients et comptes rattachés	2 703 543	4 358 685
Dettes financières	228 139	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 698 081	3 486 235
Charges constatées d'avance		
Total	10 778 663	12 822 578
Produits de participation	0	0
Charges d'intérêt liées aux participations	0	0

NOTE 4 : Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-12	Augmentations	Diminutions	31-déc.-13
Cartes audionumériques et autres matériels informatiques	237 329		188 634	48 695
Total	237 329	0	188 634	48 695
<i>Provisions</i>	55	1 736	15	1 776
Valeurs nettes	237 274			46 919

NOTE 5 : Clients et comptes rattachés

Le détail du poste clients est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-12	Augmentations	Diminutions	31-déc.-13
Créances clients	9 168 165	1 314 149	0	10 482 314
<i>Provisions</i>	163 199	140 155	63 945	239 409
Valeurs nettes	9 004 966			10 242 905

Créances à 1 an au plus	8 806 600	10 110 819
Créances à plus d'un an	361 565	371 495

La répartition entre créances clients hors groupe et groupe est la suivante :

(montants en euros)	31-déc.-12	Augmentations	Diminutions	31-déc.-13
Créances clients - hors groupe	4 809 480	2 969 291		7 778 771
<i>Provisions</i>	163 199	140 155	63 945	239 409
Valeurs nettes	4 646 281			7 539 362

Créances à 1 an au plus	4 521 988	7 481 349
Créances à plus d'un an	287 492	297 422

Le chiffre d'affaires hors groupe a augmenté globalement de 11,9 % :

chiffre d'affaires 2012 hors groupe : 16.269.897 euros

chiffre d'affaires 2013 hors groupe : 18.204.636 euros

(montants en euros)	31-déc.-12	Augmentations	Diminutions	31-déc.-13
Créances clients - groupe	4 358 685		1 655 142	2 703 543
<i>Provisions</i>	0			0
Valeurs nettes	4 358 685			2 703 543

Créances à 1 an au plus	4 284 612	2 629 470
Créances à plus d'un an	74 073	74 073

Le chiffre d'affaires groupe a augmenté globalement de 5,8 % :

chiffre d'affaires 2012 groupe : 6.038.383 euros

chiffre d'affaires 2013 groupe : 6.391.010 euros

NOTE 6 : Autres créances

Elles s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-13	31-déc.-12	à 1 an au plus	à plus d'un an
Fournisseurs - avance	4 036	4 000	0	4 036
Fournisseurs - avoirs non parvenus	0	1 337	0	
Personnel et comptes rattachés	54 242	48 022	14 618	39 624
Organismes sociaux	3 901	86	3 901	
Affacturage - créances	281 664	861 934	281 664	
Crédit d'impôt recherche	623 087	662 341	623 087	
Autres crédits d'impôt	12 061	5 600	12 061	
Taxe sur la valeur ajoutée	178 885	91 083	178 885	
Débiteurs divers	956	8 927	956	
Total	1 158 832	1 683 330		

Créances à 1 an au plus	1 115 172	1 636 706
Créances à plus d'un an	43 660	46 624

Le poste « Affacturage – créances » se décompose de la façon suivante :

- des cessions de créances clients pour : 120.928 euros
- et de créances sur l'organisme d'affacturage pour : 160.736 euros

NOTE 7 : Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées intégralement d'actions propres.

(montants en euros)	31-déc.-12	Augmentations	Diminutions	31-déc.-13
Actions propres	101 306	544 754	133 994	512 066
Sicav court terme	0			0
Total	101 306	544 754	133 994	512 066

Les actions propres qui étaient détenues au 31 décembre 2012 ont été remises à des dirigeants conformément à la décision du président en date du 25 avril 2013, dans le cadre d'un plan d'attribution d'actions gratuites décidé par le conseil d'administration du 26 avril 2011.

Les 104.409 actions propres détenues au 31 décembre 2013 ont été achetées dans le cadre d'une attribution d'actions gratuites en faveur de dirigeants et de salariés du groupe décidée par le conseil d'administration du 22 mai 2012. Elles sont valorisées à leur coût d'achat. Leur valeur comptable reste égale à leur coût d'entrée jusqu'à leur livraison aux bénéficiaires.

NOTE 8 : Variation des capitaux propres

(montants en euros)	31-déc.-12	Augmentation de capital	Affectation du résultat	Résultat 2013	31-déc.-13
Capital	7 130 474	56 886			7 187 360
Prime d'émission	3 757 944	59 114			3 817 059
Prime de fusion	3 241 032				3 241 032
Prime d'apport	2 336 088				2 336 088
Bons de souscription d'actions	5 398				5 398
Réserve légale	246 378		21 157		267 535
Réserves indisponibles	404 000	-116 000			288 000
Autres réserves	28 254				28 254
Report à nouveau	515 597		401 982		917 579
Résultat de l'exercice	423 139		-423 139	401 133	401 133
Total	18 088 304	0	0	401 133	18 489 438

L'augmentation de capital a été décidée le 25 avril 2013 et correspond à la création de 28.443 actions nouvelles qui ont été remises à des dirigeants.

Les réserves indisponibles de 288.000 euros correspondent à 144.000 actions gratuites à émettre décidées par le conseil d'administration du 22 mai 2012.

- **Composition du capital**

Au 31 décembre 2013, le capital de Dalet SA est représenté par 3.593.680 actions d'une valeur nominale de 2 euros, soit un capital social de 7.187.360 euros.

Les actions composant le capital se répartissent ainsi selon leur nature :

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		en début d'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	en fin d'exercice
titres à vote simple	2,0	2 658 134	-204 277		2 453 857
titres à vote double	2,0	884 892	150 522		1 035 414
titres auto détenus	2,0	22 211	82 198		104 409
Total		3 565 237	28 443	0	3 593 680

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions**

Il n'existe pas de plan d'attribution de Stock-Options en cours de validité.

- **Attribution d'actions gratuites**

Plan d'attribution gratuite d'actions en cours

Assemblée générale mixte du 28 juin 2011 :

L'assemblée générale mixte du 28 juin 2011 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du capital. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 22 mai 2012

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 28 juin 2011, le Conseil d'administration en date du 22 mai 2012 a décidé les attributions d'actions gratuites suivantes :

- au profit des dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 55.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.
- au profit des salariés non dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 89.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.

Synthèse des attributions gratuites d'actions

Le tableau ci-dessous résume l'historique des différents plans d'attribution au bénéfice des salariés et des administrateurs :

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2013
18 juillet 2006	30 juin 2006	10 000	5,95	59 500	2008	10 000
11 sept. 2007	30 juin 2006	26 560	5,95	158 032	2009	26 200
23 février 2009	26 juin 2008	9 800	1,95	19 110	2011	9 800
31 août 2010	24 juin 2010	64 000	3,90	249 600	2012	63 358
26 avril 2011	24 juin 2010	58 000	4,41	255 780	2013	57.572
22 mai 2012	26 juin 2011	144.000	3,64	524 160	2014	-

Plus particulièrement concernant les administrateurs, trois plans sont en cours de réalisation :

Date du conseil d'administration (attribution)	Nombre total d'actions attribuées	<i>actions attribuées avec clause de performance</i>	<i>actions attribuées ou pour lesquelles les conditions de performance sont remplies au 31 déc. 2013</i>
31 août 2010	64 000	64 000	63 358
26 avril 2011	58 000	26 000	57 572
22 mai 2012	55 000	44 000	44 000

- **Actions propres**

Au 31 décembre 2013, la société détient 104.409 actions propres.

Nombre de titres composant le capital au 1 ^{er} janvier 2013 :	3 565 237
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2013	22.211
Titres achetés dans l'exercice :	111 327
Titres vendus dans l'exercice :	néant
Titres émis au cours de l'exercice :	28.443
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	29.129
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	néant
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2013 :	104.409
Nombre de titres composant le capital au 31 décembre 2013 :	3 593 680

NOTE 9 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

(montants en euros)	31-déc.-12	Dotations	Reprises		31-déc.-13
			provision utilisée	provision non utilisée	
Provision pour litige - personnel	25 000		25 000		0
Provision pour perte de change	141 538	56 699	141 538		56 699
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés	225 258	646 520	133 994	91 264	646 520
Total	391 796	703 219	300 532	91 264	703 219

Impact des dotations et reprises sur le :

Résultat d'exploitation	646 520	225 258
Résultat financier	56 699	141 538
Résultat exceptionnel	0	25 000

L'ensemble des écarts de conversion – actif sont provisionnés.

La provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés au 31 décembre 2013 concerne le plan accordé par le conseil d'administration du 22 mai 2012. Des actions ont été achetées en 2013 pour 512.066 euros, elles représentent 72% du plan. La provision est appréciée prorata temporis depuis la date d'attribution pour les mandataires sociaux et les salariés de Dalet S.A. Elle a été comptabilisée en totalité pour les salariés des filiales étrangères. La dotation est présentée en charges de personnel par l'intermédiaire du compte transfert de charge.

NOTE 10 : Emprunts et dettes financières diverses

Les emprunts et dettes financières sont les suivants :

(montants en euros)	31-déc.-12	Augmentations	Diminutions	31-déc.-13
Concours bancaires	2 641	1 116		3 757
Emprunts bancaires	1 412 578		269 267	1 143 311
Emprunt - intérêts courus	3 614	3 366	3 614	3 366
Filiale Dalet Australia Pty Ltd		228 139		228 139
Total	1 418 833	232 621	272 881	1 378 573

Dettes à 1 an au plus	275 522	283 159
Dettes à plus d'un an	1 143 311	1 095 414

NOTE 11 : Dettes fiscales et sociales

Le détail des dettes fiscales et sociales est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Personnel et comptes rattachés	745 445	643 349
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	521 460	508 633
Taxe sur la valeur ajoutée	14 412	176 237
Autres impôts taxes	148 769	163 297
Total	1 430 086	1 491 516

Dettes à 1 an au plus	1 430 086	1 491 516
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 12 : Autres dettes

Le détail des autres dettes est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Avances et acomptes reçus sur commandes	287 342	166 687
Créditeurs divers	2 901	3 032
Total	290 243	169 719

Dettes à 1 an au plus	290 243	169 719
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 13 : Chiffre d'affaires

(montants en euros)	CA 2013 par nature			CA 2012
	Hors groupe	Groupe	Total	Hors groupe
Ventes de licences	6 719 247	3 325 504	10 044 751	5 262 696
Prestations de services	7 665 983	2 407 202	10 073 185	8 506 539
Ventes de matériel	3 491 378	49 674	3 541 052	2 025 966
Refacturation de frais généraux	328 028	608 630	936 658	474 696
Total	18 204 636	6 391 010	24 595 646	16 269 897

(montants en euros)	CA 2013 par secteur géographique			CA 2012
	Hors groupe	Groupe	Total	Hors groupe
Europe	13 816 108	444 121	14 260 229	13 639 322
Amériques	201 899	5 186 841	5 388 740	485 537
Afrique / Moyen-Orient	1 589 674	171 833	1 761 507	1 012 283
Asie / Océanie	2 596 955	588 215	3 185 170	1 132 755
Total	18 204 636	6 391 010	24 595 646	16 269 897

Le chiffre d'affaires total en 2012 était de 22.308.280 euros, il a progressé de 10 %.

Le chiffre d'affaires hors groupe a augmenté globalement de 11,9 %, les ventes de licences ont progressé de 28 %, celles de ventes de matériel de 72 %, par contre les ventes de prestations de services ont chuté de 10 %.

La zone Europe a progressé de 1,3 % et représente 76 % du chiffre d'affaires total hors groupe 2013. La zone Asie / Océanie a plus que doublé et représente 14 % du chiffre d'affaires total hors groupe 2013.

Le chiffre d'affaires groupe en 2012 était de 6.038.383 euros, il a progressé de 6 %. Cette augmentation se retrouve principalement sur les prestations de services. L'ensemble des zones géographiques ont progressé à l'exception de la zone Europe.

NOTE 14 : Autres produits d'exploitation

Le détail des autres produits d'exploitation est le suivant :

(montants en euros)	2013	2012
Production immobilisée	1 786 977	1 743 900
Subventions d'exploitation	1 000	2 000
Reprises sur provisions	289 218	261 534
Autres produits d'exploitation	50	65
Transferts de charges d'exploitation	443 495	80 144
Total	2 520 740	2 087 643

La production immobilisée correspond essentiellement à la valeur brute des frais de développement de logiciels comptabilisée en immobilisation incorporelle.

Les reprises sur provisions comprennent principalement des reprises de provisions :

- pour risque et charge sur attribution d'actions gratuites pour 225.258 euros
- pour dépréciation du stock pour 15 euros.
- pour dépréciation des clients pour 63.945 euros.

Les transferts de charges de charges d'exploitation correspondent en 2013 à des charges de personnel dont 421.262 euros pour le reclassement des dotations et reprises de provision relatives aux attributions d'actions gratuites.

NOTE 15 : Achats et variation de stocks

(montants en euros)	2013	2012
Ventes de matériel	3 541 052	2 037 395
Achats et variation de stocks	2 119 636	1 539 056
Marge	1 421 416	498 339
en pourcentage	40,1%	24,5%

Le chiffre d'affaires relatif à la vente de matériel a augmenté de 74 %.

Le taux de marge a progressé grâce aux ventes de matériel liées aux logiciels Brio et Cube qui ont une plus forte marge. La vente de ces serveurs et cartes représente 65% des ventes de matériel en 2013 contre 49 % en 2012.

NOTE 16 : Autres charges externes

L'évolution des autres charges externes est la suivante :

(montants en euros)	2013	2012
Sous-traitance	10 502 922	9 328 284
Achats non stockés	45 338	58 779
Crédit-bail	36 317	27 887
Location et charges locatives	258 342	219 730
Entretien réparation	35 645	28 250
Assurances	138 226	144 533
Personnel extérieur à l'entreprise	226 304	347 223
Honoraires	3 240 374	3 396 006
Publicité salons	326 792	356 569
Transports	54 872	47 979
Déplacement mission réception	1 365 593	1 174 831
Frais postaux et telecom	127 334	130 864
Autres charges externes	118 661	81 533
Total	16 476 720	15 342 468

Le détail du poste « Honoraires » est le suivant :

(montants en euros)	2013	2012
Commissions sur ventes	351 902	616 201
Commissions des petites filiales	2 269 940	2 261 967
Rémunération de l'affacturage	28 275	44 904
Rémunération des VIE (Volontariat International en Entreprise)	279 142	239 131
Honoraires des auditeurs	117 089	77 957
Honoraires juridiques	68 928	49 614
Divers	125 098	106 232
Total	3 240 374	3 396 006

NOTE 17 : Dotations aux amortissements

(montants en euros)	2013	2012
Dotations sur immobilisations incorporelles		
Logiciels	110 230	96 617
Logiciels créés à usage commercial	1 669 589	1 654 338
	1 779 819	1 750 955
Dotations sur immobilisations corporelles		
Installations générales, agenc. et aménagements divers	11 941	11 642
Matériel de transport	16 481	17 600
Matériel de bureau et informatique, mobilier	44 972	39 570
	73 394	68 812
Total des dotations aux amortissements	1 853 213	1 819 767

NOTE 18 : Résultat financier

(montants en euros)	2013	2012
Produits financiers		
Gains de change	218 625	275 498
Plus values sur VMP	3	368
Reprises sur provisions	218 538	547 851
	437 166	823 717
Charges financières		
Charges d'intérêts et agios	45 368	31 983
Charges d'intérêts sur affacturage	1 737	6 475
Pertes de change	358 052	186 455
Dotations aux provisions	56 699	823 636
Autres charges financières	7 789	5 262
	469 645	1 053 811
Résultat financier	-32 479	-230 094

Le détail des postes significatifs est le suivant :

(montants en euros)	2013	2012
Titres de participation	0	473 991
Créances rattachées sur titres	77 000	18 516
Perte de change	141 538	55 344
Total des reprises	218 538	547 851
Titres de participation	0	652 482
Créances rattachées sur titres	0	29 616
Pertes de change	56 699	141 538
Total des dotations	56 699	823 636

NOTE 19 : Résultat exceptionnel

(montants en euros)	2013	2012
Produits exceptionnels		
Produits sur exercices antérieurs	0	1 809
Produits cession des éléments d'actif	110 314	9 400
Reprises sur provisions	25 000	14 173
Transferts de charges	133 994	113 483
	269 308	138 865
Charges exceptionnelles		
Pénalités sur marchés	58 674	44 669
Charges sur exercices antérieurs	20 756	24 186
Valeur nette des immobilisations cédées	110 314	774
Mali sur vente d'actions propres	133 994	113 483
Litige avec le personnel	40 494	0
Autres charges exceptionnelles	300	0
	364 532	183 112
Résultat exceptionnel	-95 224	-44 247

NOTE 20 : Impôt sur les sociétés

Les montants d'impôt sont pour l'essentiel le crédit d'impôt recherche.

(montants en euros)	2013	2012
Impôt sur les bénéfices	262	
Crédit d'impôt recherche	-623 087	-662 341
Crédit d'impôt en faveur de l'intéressement		-5 600
Crédit d'impôt apprentissage	-4 733	
Total	-627 558	-667 941

La charge d'impôt sur les bénéfices est celle de l'établissement en Corée.

Le déficit reportable des exercices antérieurs s'élève à 30.215.793 euros.

Le bénéfice fiscal de l'exercice se monte à 46.077 euros.

Les déficits reportables au 31 décembre 2013 s'élèvent à 30.169.716 euros.

NOTE 21 : Autres informations

1. Rémunération des dirigeants

La rémunération globale des organes d'administration et de direction s'est élevée à 367.040 euros pour l'exercice 2013.

2. Provisions pour risques et pour dépréciation

(montants en euros)	31-déc.-12	Dotations	Reprises	31-déc.-13
Provisions pour risques et charges				
Provision pour litige - personnel	25 000		25 000	
Provision pour perte de change	141 538	56 699	141 538	56 699
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés	225 258	646 520	225 258	646 520
	391 796	703 219	391 796	703 219
Provision pour dépréciation				
Fonds de commerce	99 092			99 092
Titres de participation	4 331 549			4 331 549
Créances rattachées aux participations	373 323		77 000	296 323
Stocks et en-cours	55	1 736	15	1 776
Comptes clients	163 199	140 155	63 945	239 409
	4 967 218	141 891	140 960	4 968 149

Impact des dotations et reprises sur le :

Résultat d'exploitation	788 411	289 218
Résultat financier	56 699	218 538
Résultat exceptionnel		25 000

3. Transferts de charges

(montants en euros)	2013	2012
Avantage en nature / voiture	18 808	14 089
Avantage en nature / téléphone	3 425	3 375
Attribution d'actions gratuites	421 262	62 680
Total (exploitation)	443 495	80 144

4. Crédit-bail

(montants en euros)	Valeur d'origine	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette théorique	Redevances	
		exercice	cumulées		exercice	cumulées
Matériel de transport	46 113	11 528	22 654	23 459	15 618	31 731
Matériel de bureau et informatique, mobilier	123 250	19 443	44 635	78 615	20 699	48 977
Total	169 363	30 971	67 289	102 074	36 317	80 708

(montants en euros)	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel	Montant pris en charge dans l'exercice
	à un an au plus	à plus d'un an et moins de cinq ans	à plus de cinq ans	total		
Matériel de transport	7 953	3 976		11 929	8 878	15 618
Matériel de bureau et informatique, mobilier	31 280	49 940		81 220	454	20 699
Total	39 233	53 916	0	93 149	9 332	36 317

5. Comptes de régularisation

(montants en euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
<u>Produits constatés d'avance</u>		
Maintenance	1 645 379	981 966
Soft	1 396 515	689 064
Prestations de services	710 918	357 363
Ventes de matériel	458 290	312 108
Refacturation de frais généraux	85 429	33 822
	4 296 531	2 374 323
<u>Charges constatées d'avance</u>		
Sous-traitance	188 478	86 956
Achats	0	10 952
Crédit-bail	5 529	5 529
Location et charges locatives	48 275	43 995
Entretien réparation	9 158	6 958
Assurances	4 158	78 660
Honoraires	120 360	78 742
Publicité salons	25 733	29 481
Déplacement mission réception	6 639	4 729
Frais postaux et telecom	3 546	3 837
Autres charges externes	2 429	2 241
Taxes	1 771	0
Médecine du travail	0	2 886
Chèques restaurant	6 899	7 063
Charges financières	7 739	12 292
	430 714	374 321

<u>Ecart de conversion</u>	Actif	Provision pour perte de change	Passif
Sur créances rattachées aux participations	0	0	30 437
Sur autres créances	51 016	51 016	1 087
Sur dettes financières	0	0	49 213
Sur fournisseurs	5 683	5 683	17 382
Total	56 699	56 699	98 119

(montants en euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Produits à recevoir		
Créances clients et comptes rattachés	3 985 345	3 746 745
Autres créances	0	1 337
	3 985 345	3 748 082
Charges à payer		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 123	6 255
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 182 747	1 061 450
Dettes fiscales et sociales	1 116 573	988 634
Autres dettes	2 900	3 032
	2 309 344	2 059 371

6. Effectif moyen

<u>Personnel salarié</u>	2013	2012
Cadres	47	44
Employés	2	4
Total	49	48

L'effectif moyen de 49 salariés tient compte des 3 salariés de notre établissement en Corée embauchés début octobre 2013.

<u>Personnel mis à disposition de l'entreprise</u>	2013	2012
Cadres	3,1	3,0
Employés	0,1	
Total	3,2	3,0

7. Engagements hors bilan

Nature de l'opération	Montant (euros)	Echéance
1/ Engagements donnés		
Cautions bancaires obtenues sur marchés :		
- Soumission	8.002	illimitée
- Bonne exécution	31.313	illimitée
	20.193	31/01/2016
	12.600	31/03/2015
Nantissement du fonds de commerce	440.000	
Indemnités de fin de carrière évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (<i>ou méthode du prorata des droits à terme</i>)	539.627	
Principales hypothèses utilisées :		
taux d'actualisation brut à 3,17 % ,		
revalorisation des salaires : cadre 2,5%, non cadre 1,5%		
turn-over : moyen		
table de mortalité : INSEE 2013		
âge de départ à la retraite : 65-67 ans (départ à taux plein)		
Droit Individuel à la Formation (3.059 heures)	27.990	
2/ Engagements reçus		
Engagements avec clause de retour à meilleure fortune au bénéfice de Dalet S.A.		
- Dalet GmbH au titre de l'abandon de créances restant sur l'exercice 2001	633.333	
- Dalet GmbH au titre des abandons transférés lors de l'acquisition	4.594.906	

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « Immobilisations incorporelles » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables, nous avons apprécié le caractère approprié des principes comptables suivis par votre société, examiné les modalités de l'inscription à l'actif de ces frais, ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note « immobilisations incorporelles » de l'annexe fournit une information appropriée.

- La note « Immobilisations financières » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes sociaux indique que votre société peut être amenée à constater une provision pour dépréciation des titres de participation et des créances rattachées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable de ces titres et créances. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes appliquées et nous nous sommes assurés que la note « Immobilisations financières » de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote, et aux prises de participations et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2014

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Thierry YOUNES

Laurent HALFON

COMPTES CONSOLIDES au 31 décembre 2013

1. Etat de la situation financière au 31 décembre 2013

Etat de la situation financière (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-13	31-déc.-12
		12 mois	12 mois
Goodwill	1	1 948	1 948
Immobilisations incorporelles	2	3 916	3 830
Immobilisations corporelles	3	1 038	746
Actifs financiers à long terme	4	190	148
Disponibilités bloquées à long terme	5	307	223
Autres actifs non courants	6	390	309
Impôts différés actifs		365	462
ACTIF NON COURANT		8 154	7 666
Stocks		495	619
Clients	7	14 162	11 229
Autres débiteurs	8	1 498	917
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9	7 425	6 463
Actifs d'impôts exigibles		668	672
ACTIF COURANT		24 248	19 900
TOTAL ACTIF		32 402	27 566
Capital		7 187	7 130
Primes		9 400	9 341
Réserves consolidées		-4 855	-5 666
Résultat Consolidé		1 332	1 150
Réserves de conversion		735	801
Capitaux propres part du Groupe		13 799	12 756
Intérêts minoritaires		7	6
CAPITAUX PROPRES	10	13 806	12 762
Dettes financières à long terme	11	1 551	1 591
Provisions à long terme	12	540	526
Impôts différés passifs		384	309
Autres passifs non courants		563	343
PASSIF NON COURANT		3 038	2 769
Provision à court terme	13	117	214
Dettes financières à court terme	14	488	621
Dettes d'impôt exigible		14	69
Fournisseurs		2 922	3 655
Dettes fiscales et sociales	15	3 191	3 282
Autres créiteurs	16	8 826	4 194
PASSIF COURANT		15 558	12 035
TOTAL PASSIF		32 402	27 566

2. Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2013

Compte de Résultat Consolidé (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-13 12 mois	31-déc.-12 12 mois
Chiffre d'affaires	17	36 721	34 438
Achats et autres charges externes	18	-15 158	-14 798
Charge de personnel		-16 898	-15 264
Impôts et taxes		-401	-395
Dotations aux amortissements	19	-2 099	-2 041
Dotations aux provisions nettes des reprises	20	-166	-167
Autres produits et charges d'exploitation	21	-163	-62
Résultat Opérationnel Courant		1 836	1 711
Perte de valeur des écarts d'acquisition			-191
Résultat Opérationnel		1 836	1 520
Produits de trésorerie		8	6
Coût de l'endettement financier brut	22	-82	-100
Coût de l'endettement financier net		-74	-94
Autres produits et charges financiers	23	-30	-105
Résultat courant avant impôt		1 732	1 321
Impôt sur les résultats	24	-399	-171
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		1 333	1 150
dont part du groupe		1 332	1 150
dont part des minoritaires		1	

Résultat net par action (en euros)	0,37 €	0,32 €
Résultat net dilué par action (en euros)	0,37 €	0,31 €

Nombre moyen d'actions	3 584 719	3 541 132
Nombre moyen d'actions dilué	3 624 310	3 720 493
Nombre d' actions ordinaires	3 593 680	3 565 237

Options de souscription d'actions	0	0
Actions gratuites	39 591	179 361

3. Etat du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2013

(en milliers d'euros)	31-déc-13	31-déc-12
Résultat net	1 333	1 150
Ecart de conversion	-94	-41
Couverture de flux de trésorerie	0	0
Impôt différé sur couverture de flux de trésorerie	0	0
Titres disponibles à la vente	0	0
Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres	47	-152
Total des autres éléments du résultat global	- 47	-193
Résultat global	1.286	957
dont part du groupe	1.285	957
dont intérêts minoritaires	1	0

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE (en milliers d'euros)	31-déc-13	31-déc-12
	12 mois	12 mois
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	1 333	1 150
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	2 135	2 102
+/- perte de valeur sur actifs à long terme	0	191
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	303	367
-/+ Autres produits et charges calculés	0	-1
-/+ Plus et moins-values de cession	-1	-15
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	3 770	3 794
+ Coût de l'endettement financier net	74	94
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	399	171
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	4 243	4 059
- Impôts versé (B)	-238	-179
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)(C)	506	-187
+/- Flux de trésorerie d'exploitation liés à des activités cédées	-72	-71
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)	4 439	3 622
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 592	-2 068
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	119	25
+/- Incidence des variations de périmètre	0	-265
+/- Variation des prêts et avances consentis	-46	-42
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-2 519	-2 350
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	-545	-174
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	439	1 000
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-483	-489
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-82	-100
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	-205	-88
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)	-876	149
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	-82	-33
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F + G)	962	1 388
<u>Trésorerie à la clôture de la période</u>		
Trésorerie et équivalents	7 425	6 463
<u>Trésorerie à l'ouverture de la période</u>		
Trésorerie et équivalents	6 463	5 075
variation	962	1 388

5. Variation des capitaux propres du groupe

(en milliers d'euros)	Capital	Prime	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Paiement fondé sur des actions	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres TOTAL
situation IFRS au 31 décembre 2011	7 059	9 570	-6 092	855	-40	254	11 606	6	11 612
Résultat 2012			1 150				1 150		1 150
<i>Ecart de conversion</i>			13	-54			-41		-41
<i>Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres</i>			-152				-152		-152
Total des autres éléments du résultat global			-139	-54			-193		-193
Résultat global							957		957
Augmentation de capital	71		-71						
IFRS 2 - attribution d'actions gratuites		-229	476			120	367		367
Titres auto-contrôle					-61		-61		-61
Résultat / titres auto-contrôle			-113				-113		-113
situation IFRS au 31 décembre 2012	7 130	9 341	-4 789	801	-101	374	12 756	6	12 762
Résultat 2013			1 332				1 332	1	1 333
<i>Ecart de conversion</i>			-28	-66			-94		-94
<i>Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres</i>			47				47		47
Total des autres éléments du résultat global			19	-66			-47		-47
Résultat global							1 285	1	1 286
Augmentation de capital	57		-57						
IFRS 2 - attribution d'actions gratuites		59	197			47	303		303
Titres auto-contrôle					-411		-411		-411
Résultat / titres auto-contrôle			-134				-134		-134
situation IFRS au 31 décembre 2013	7 187	9 400	-3 432	735	-512	421	13 799	7	13 806

6. Notes annexes aux comptes consolidés

6.1. NOTES PRELIMINAIRES

6.1.1. Informations relatives à l'entreprise

Dalet est une société anonyme à Conseil d'administration dont le siège social est situé au 16 rue Rivay, 92300 Levallois-Perret. Les états financiers consolidés du groupe intègrent la société et ses filiales.

Dalet conçoit des logiciels de gestion de contenu numérique audio et vidéo, essentiellement pour des diffuseurs Radio et Télévision. Certaines applications de « media asset management » ou d'acquisition de données ont permis l'extension de l'offre à d'autres marchés, comme les tribunaux des pays autorisant les enregistrements ou les parlements.

6.1.2. Déclaration de conformité aux IFRS

Les comptes consolidés annuels complets au 31 décembre 2013 ont été établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le groupe aux états financiers pour l'exercice 2012.

Les normes et amendements suivants, d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, n'ont pas trouvé à s'appliquer ou ont un impact non significatif sur les comptes du groupe au 31 décembre 2013 :

- IFRS 13 – Evaluation de la juste valeur
- Amendements IFRS 1 – Hyperinflation grave suppression dates d'application ferme pour les nouveaux adoptants
- Amendements IFRS 1 - Prêts gouvernementaux
- Amendements IFRS 7 – Informations à fournir – Compensation des actifs et passifs financiers
- Amendements IFRS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global
- Amendements IFRS 12 – Recouvrement des actifs sous-jacents
- Amendements IAS 19 – Avantages du personnel
- Annual improvements (cycle 2009-2011) – Améliorations annuelles des normes IFRS publiées en mai 2012
- IFRIC 20 – Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert

Pour mémoire, le groupe avait au 31 décembre 2012 appliqué par anticipation la norme IAS19 révisée portant sur la comptabilisation des écarts actuariels sur l'engagement retraite. La poursuite de son application dans les comptes consolidés du groupe clos au 31 décembre 2013 n'a donc pas d'incidence sur la comparabilité des états financiers consolidés avec ceux de la clôture précédente.

En revanche, le groupe n'a pas opté pour l'application anticipée des nouvelles normes et autres amendements et interprétations approuvées par l'Union européenne, à savoir :

- IFRS 10 – Etats financiers consolidés. Cette interprétation est applicable par anticipation pour les exercices clos le 31 décembre 2013
- IFRS 11 - Accords conjoints. Cette interprétation est applicable par anticipation pour les exercices clos le 31 décembre 2013
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités. Cette interprétation est applicable par anticipation pour les exercices clos le 31 décembre 2013.
- Amendements IFRS 10, 11 et 12 – Dispositions transitoires. Ces amendements sont applicables par anticipation pour les exercices clos le 31 décembre 2013
- Amendements IAS 27 – Etats financiers individuels. Ces amendements sont applicables par anticipation pour les exercices clos le 31 décembre 2013
- Amendements IAS 28 – Participations dans des entreprises associées et dans des coentreprises. Ces amendements sont applicables par anticipation pour les exercices clos le 31 décembre 2013
- Amendements IFRS 10, 11 et 12 et IAS 27 – Entités d'investissement. Ces amendements sont applicables par anticipation pour les exercices clos le 31 décembre 2013
- Amendements IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers. Ces amendements sont applicables par anticipation pour les exercices clos le 31 décembre 2013
- Amendements IAS 36 – Informations à fournir – Valeur recouvrable des actifs non financiers. Ces amendements sont applicables par anticipation pour les exercices clos le 31 décembre 2013
- Amendements IAS 39 – Novation des dérivés et maintien de la relation de couverture. Ces amendements sont applicables par anticipation pour les exercices clos le 31 décembre 2013

6.2. AUTRES NOTES

6.2.1. Principes comptables

Règles de consolidation et périmètre

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Dalet exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle est présumé exister lorsque Dalet détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une activité économique afin d'en obtenir des avantages.

Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

Les sociétés appartenant au périmètre de consolidation de l'exercice sont les suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Angleterre
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israël
Dalet GmbH	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100 %	100 %	Singapour
Dalet Italia S.R.L.	Intégration Globale	100 %	100 %	Italie
Dalet Media Systems LLC	Intégration Globale	100%	100%	Russie

o Date d'arrêté des comptes

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

o Conversion des états financiers en devises

La monnaie de fonctionnement de chacune des entités du groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel l'entité opère.

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique "réserves de conversion" des capitaux propres consolidés.

Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

o Opérations en devises

Les opérations en monnaie étrangère sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de clôture. Tous les écarts sont enregistrés en résultat à l'exception des éléments qui en substance font partie de l'investissement net dans les filiales étrangères qui sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Bases de préparation :

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés et classés en actifs détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le contexte actuel de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2013 ont été réalisées sur la base de la meilleure estimation possible par la direction de la société de l'avenir prévisible et ont été évaluées dans le cadre d'hypothèses prenant en compte une crise économique dont la durée serait limitée dans le temps.

Principes de présentation

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.

Par ailleurs, dans un souci de clarté de lecture de ses comptes et en conformité avec les recommandations du Conseil National de la Comptabilité (CNC R-2004-02) et de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), le groupe a fait le choix d'isoler les éléments non récurrents significatifs au sein de son « Résultat opérationnel » et matérialisera à ce titre le « Résultat opérationnel courant » et les « Autres produits et charges opérationnels ». Ces derniers ne comprennent que des éléments en nombre limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatif, généralement repris dans la communication financière.

Règles et méthodes d'évaluation

o Goodwill

L'écart calculé entre le coût d'achat de participations acquises et la quote-part revenant au groupe dans les actifs et les passifs identifiés de l'entreprise acquise valorisés à leur juste valeur est inscrit au poste « Goodwill » et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise.

Ultérieurement, ces goodwills sont évalués à leurs coûts diminués d'éventuelles pertes de valeurs.

○ Frais de développement

Les frais de développement engagés dans le cadre de la création de progiciels (nouveaux projets et développement de modules existants) sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de commercialisation prévue des progiciels compte tenu des évolutions technologiques constatées sur ce marché.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères exposés ci-dessus sont comptabilisés en charges d'exploitation, au fur et à mesure de leur engagement.

○ Autres Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les valeurs comptables des actifs incorporels et corporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation attendue des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel informatique : linéaire sur 3 ans.
- Matériel de bureau : linéaire sur 5 ans.
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans.
- Logiciels : linéaire sur une durée de 1 à 3 ans

Les frais d'entretien et de réparation sont constatés en charges de l'exercice.

○ Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de dépôts et cautionnements, comptabilisés à leur valeur historique.

○ Impôts différés

Conformément à la norme « IAS 12 Impôts sur le résultat », les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires existant entre le résultat retraité pour être mis en harmonie avec les principes comptables du groupe et le résultat fiscal de chaque entité consolidée. Le taux d'impôt retenu est celui en vigueur à la date de l'arrêté.

Les actifs d'impôt différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs existeront sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

○ Stocks

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques et de matériel informatique.

Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés si leur valeur de réalisation possible devient inférieure à leur coût d'acquisition.

○ Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les valeurs mobilières de placement (VMP) comprennent principalement des parts d'OPCVM de trésorerie qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts. Les VMP sont comptabilisées à la juste valeur : les variations de celle-ci sont comptabilisées en résultat de l'exercice, conformément à la norme « IAS 39 Instruments financiers, comptabilisation et évaluation ».

○ Clients et comptes rattachés

Le groupe commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Il évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Les risques de recouvrement clients sont appréciés en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatés en provision pour dépréciation. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques.

Le groupe à travers la société Dalet Italia procède à l'affacturage d'une partie de ses créances. La société d'affacturage prend en charge le recouvrement des créances, octroyant un droit de tirage à hauteur d'une fraction des créances cédées. Les créances clients cédées sont maintenues dans le poste « clients » et les créances ayant fait l'objet d'un tirage figurent dans le poste « dettes financières à court terme ».

○ Provisions à court terme

Les obligations du groupe à l'égard des tiers, connues à la date d'arrêté des comptes consolidés et susceptibles d'entraîner une sortie de ressources certaine ou probable sans contrepartie au moins équivalente, font l'objet de provisions lorsqu'elles peuvent être estimées avec une fiabilité suffisante conformément à la norme « IAS 37 : Provisions, passifs éventuels, et actifs éventuels ».

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

En ce qui concerne les provisions pour restructurations, le coût estimé des mesures de restructuration est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

○ Engagements en matière de retraite (provisions à long terme)

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du groupe sont constatés en charges de l'exercice auxquels ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont comptabilisés en « autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres » dans l'état du résultat global de l'exercice.

Il n'y a pas d'autre régime à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi dans les sociétés du groupe.

- **Actions propres**

Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes de cession sont inscrits dans les réserves consolidées.

- **Résultat par action**

Le résultat net consolidé par action est déterminé sur la base du résultat consolidé ramené au nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée de tous les bons ou options de souscription d'actions attribués.

- **Chiffre d'affaires**

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires, en application des normes IAS 18 et IAS 11, sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de progiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de progiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Progiciels et de Matériel

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

6.2.2. Faits caractéristiques et événements postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques :

Néant.

Événements postérieurs à la clôture :

En date du 6 avril 2014, Dalet a finalisé l'acquisition de 100% des actions de la société anglaise AmberFin .

AmberFin est un éditeur de logiciel spécialisé dans le traitement du signal vidéo, avec des applications reconnues pour leur excellence dans les domaines de l'acquisition, du transcodage et du contrôle qualité.

Cette acquisition permet à Dalet d'élargir son offre produit en combinant sa plate forme de Média Asset Management polyvalente avec les outils de traitement de l'image élaborés par AmberFin.

AmberFin réalise un chiffre d'affaires annuel de ordre de 5 millions d'euros et emploie 35 personnes.

Le financement de l'opération soit environ 4 millions de GBP a été réalisé par endettement bancaire complété d'une partie en cash.

6.3. NOTES SUR LE BILAN

NOTE 1 : Goodwill

Le goodwill figurant au bilan du groupe pour 1.948 milliers d'euros concerne uniquement la société Dalet Italia (Ex Gruppo TNT) acquise en 2010.

Des tests de perte de valeur sont pratiqués par le groupe à chaque clôture et dès l'apparition éventuelle d'un indice de perte de valeur, sur la base d'une d'actualisation des flux de trésorerie futurs conforme à la méthodologie requise par la norme IAS 36.

La valeur comptable est ainsi comparée à sa valeur recouvrable sur la base de l'appréciation de sa valeur d'utilité.

La valeur historique de 2.163 milliers d'euros a été dépréciée de 215 milliers d'euros en 2012, portant la valeur nette à 1.948 milliers d'euros.

Le modèle utilisé en 2013 retient un Cout Moyen Pondéré du Capital (CMPC) de 10,75 % et un taux de croissance à l'infini de 1 %. Des tests de sensibilité ont été pratiqués en faisant varier le CMPC à la hausse et à la baisse de un point sans faire apparaitre de perte de valeur significative.

L'application de ce modèle au 31 décembre 2013 confirme la valeur du goodwill à 1.948 milliers d'euros.

NOTE 2 : Immobilisations incorporelles nettes

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	2013			2012		
	Logiciels	Frais de développement	Total	Logiciels	Frais de développement	Total
Valeur brute						
Au 1er janvier	653	16 812	17 465	622	15 068	15 690
Augmentations	37		37	30		30
Actifs générés en interne		1 762	1 762		1 744	1 744
Variation de périmètre de consolidation						
Sorties	-53		-53			
Effets des variations de change	1		1	1		1
Au 31 décembre	638	18 574	19 212	653	16 812	17 465
Amortissements						
Au 1er janvier	576	13 059	13 635	548	11 404	11 952
Dotations aux amortissements	42	1 670	1 712	28	1 655	1 683
Variation de périmètre de consolidation						
Sorties	-52		-52			
Effets des variations de change	1		1			
Au 31 décembre	567	14 729	15 296	576	13 059	13 635
Valeur nette						
Au 1er janvier	77	3 753	3 830	74	3 664	3 738
Au 31 décembre	71	3 845	3 916	77	3 753	3 830

NOTE 3 : Immobilisations corporelles nettes

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(milliers d'euros)	2013					2012				
	Travaux et agencements	Matériel informatique	Matériel de transport	Mobilier	Total	Travaux et agencements	Matériel informatique	Matériel de transport	Mobilier	Total
Valeur brute										
Au 1er janvier	379	2 484	158	258	3 279	358	2 296	170	253	3 077
Augmentations	503	243		47	793	22	260	8	4	294
Variation de périmètre de consolidation										
Sorties	-233	-525	-1	-53	-812		-71	-20		-91
Effets des variations de change	7								1	-1
Au 31 décembre	656	2 202	158	255	3 271	379	2 484	158	258	3 279
Amortissements										
Au 1er janvier	228	1 995	103	207	2 533	175	1 787	98	195	2 255
Dotations aux amortissements	95	257	24	11	387	53	268	25	12	358
Variation de périmètre de consolidation										
Sorties	-233	-408	-1	-53	-695		-61	-20		-81
Effets des variations de change	5	2		1	8		1			1
Au 31 décembre	95	1 846	126	166	2 233	228	1 995	103	207	2 533
Valeur nette										
Au 1er janvier	151	489	55	51	746	183	509	72	58	822
Au 31 décembre	561	356	32	89	1 038	151	489	55	51	746

NOTE 4 : Actifs financiers à long terme

Les actifs financiers à long terme se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Dépôts et garanties sur locaux loués	104	106
Autres dépôts et cautionnements	86	42
Total	190	148

NOTE 5 : Disponibilités bloquées à long terme

Les disponibilités bloquées à plus d'un an sont constituées de comptes bloqués ou de SICAV de trésorerie nanties en garantie de cautions bancaires émises dans le cadre des opérations commerciales.

NOTE 6 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Avances aux salariés	72	79
TVA sur créance irrécouvrable	91	91
Autres créances d'impôt	115	41
Divers	112	98
Total	390	309

NOTE 7 : Clients

Le détail du poste client est le suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Créances Clients	14 579	11 593
<i>Provisions</i>	<i>-417</i>	<i>-364</i>
Total	14 162	11 229

Compte tenu des délais de paiements accordés par le Groupe, la valeur nominale des créances clients reflète leur juste valeur.

NOTE 8 : Autres débiteurs

Les autres comptes débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Créances sociales	21	18
Créances fiscales	247	177
Créances sur fournisseurs	77	3
Charges constatées d'avance	982	679
Compte courant du factor	161	
Dépôts et cautionnements	3	
Divers	7	40
Total	1 498	917

NOTE 9 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

La « trésorerie et équivalents de trésorerie » s'élève à 7.425 milliers d'euros au 31 décembre 2013 contre 6.463 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

Un reclassement est effectué dans « les disponibilités bloquées à long terme » selon l'échéancier prévisionnel suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc.-13		31-déc.-12	
	< 1 an	> 1 an	< 1 an	> 1 an
Comptes bloqués en garantie de cautions bancaires		14		14
SICAV nanties en garantie de cautions bancaires		293		209
Comptes bancaires	7 393		6 431	
SICAV non gagées	32		32	
Trésorerie et Equivalent	7 425		6 463	
Disponibilités bloquées à long terme		307		223

NOTE 10 : Capitaux propres

Au 31 décembre 2013, le capital de Dalet est représenté par 3.593.680 actions d'une valeur nominale de 2,00 euros, soit un capital social de 7.187.360 euros.

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions**

Il n'existe pas de plan d'attribution de Stock-Options en cours de validité.

- **Attribution d'actions gratuites**

Plan d'attribution gratuite d'actions en cours

Assemblée générale mixte du 28 juin 2011 :

L'assemblée générale mixte du 28 juin 2011 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du capital. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 22 mai 2012

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 28 juin 2011, le Conseil d'administration en date du 22 mai 2012 a décidé les attributions d'actions gratuites suivantes :

- au profit des dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 55.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.
- au profit des salariés non dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 89.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.

Synthèse des attributions gratuites d'actions

Le tableau ci-dessous résume l'historique des différents plans d'attribution au bénéfice des salariés et des administrateurs :

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2013
18 juillet 2006	30 juin 2006	10 000	5,95	59 500	2008	10 000
11 sept. 2007	30 juin 2006	26 560	5,95	158 032	2009	26 200
23 février 2009	26 juin 2008	9 800	1,95	19 110	2011	9 800
31 août 2010	24 juin 2010	64 000	3,90	249 600	2012	63 358
26 avril 2011	24 juin 2010	58 000	4,41	255 780	2013	57.572
22 mai 2012	26 juin 2011	144.000	3,64	524 160	2014	-

Plus particulièrement concernant les administrateurs, trois plans d'attribution gratuite d'action sont en cours :

Date du conseil d'administration (attribution)	Nombre total d'actions attribuées	Actions attribuées avec clause de performance	Actions attribuées ou pour lesquelles les conditions de performance sont remplies au 31 déc. 2013
31 août 2010	64 000	64 000	63 358
26 avril 2011	58 000	26 000	57 572
22 mai 2012	55 000	44 000	44 000

- **Actions propres**

Au 31 décembre 2013, la société détient 104.409 actions propres.

Nombre de titres composant le capital au 1 ^{er} janvier 2013 :	3 565 237
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2013	22.211
Titres achetés dans l'exercice :	111 327
Titres vendus dans l'exercice :	néant
Titres émis au cours de l'exercice :	28.443
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	29.129
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	néant
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2013 :	104.409
Nombre de titres composant le capital au 31 décembre 2013 :	3 593 680

NOTE 11 : Dettes financières à long terme

Les dettes financières à long terme de 1.551 milliers d'euros sont constituées de divers emprunts bancaires pour leur part à plus d'un an d'échéance.

(en milliers d'euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Emprunts bancaires	1 551	1 586
Emprunt Crédit-Bail		5
Total	1 551	1 591

Les emprunts bancaires pour leurs parts « court terme » et « long terme » se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-13			31-déc.-12		
	< 1 an	> 1 an	Total	< 1 an	> 1 an	Total
Emprunt : Développement Participatif (1)	130	722	852	127	852	979
Emprunts finançant l'acquisition de Gruppo TNT	146	145	291	140	291	431
Emprunts souscrits par Dalet Italia	119	321	440	169	439	608
Emprunts divers	84	363	447	32	4	36
Total	479	1 551	2 030	468	1 586	2 054

(1) Contrat de prêt participatif BPI mis en place conjointement avec une banque partenaire.

NOTE 12 : Provisions à long terme

Les provisions à long terme sont constituées des engagements de retraite comptabilisés conformément à la norme « IAS 19 : avantages du personnel » pour 540 milliers d'euros.

Dalet avait fait le choix d'appliquer par anticipation en 2012 les amendements apportés à IAS 19 autorisant la comptabilisation en Résultat Globa3 des écarts actuariels. Pour l'exercice 2013, ces écarts actuariels représentent – 47 milliers d'euros.

Engagements de retraite :

(en milliers d'euros)	31-déc-13	31-déc-12
Indemnités de fin de carrière	540	526
<i>Taux d'actualisation</i>	3,17 %	2,69 %
<i>Effectif concerné</i>	35 personnes	41 personnes
<i>Age moyen</i>	38 ans	37ans

Le taux retenu est le IBOX AA 10+

Les montants comptabilisés se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc-13	31-déc-12
Coût des services rendus de l'exercice	44	53
Coût Financier	17	14
Coût net sur la période	61	67

Les montants reconnus au bilan ont évolué comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc-13	31-déc-12
Montant provisionné en début de période	526	308
Ecart actuariels	-47	151
Coût net sur la période	61	67
Cotisations / Prestations versées	0	0
Montant provisionné en fin de période	540	526

NOTE 13 : Provisions à court terme

L'évolution (*) des provisions à court terme au cours de l'exercice s'explique ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-12	Augmentation des provisions		Diminution des provisions		31-déc.-13
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions à court terme	214	0	97	0	117	
dont provisions :						
<i>TVA sur créance irrécouvrable</i>	91				91	
<i>Litige commercial</i>	26				26	
<i>Litige personnel</i>	25		25		0	
<i>impôts</i>	72		72		0	

(*) Les augmentations ou diminutions des provisions inscrites au bilan sont comptabilisées au compte de résultat en diminution ou augmentation des comptes de charges correspondants quand la nature de la provision permet de la rattacher directement à un compte de charge.

NOTE 14 : Dettes financières à court terme

Les dettes financières à court terme s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Concours bancaires	4	3
Emprunts bancaires	479	468
Tirages sur factor		130
Crédit-Bail	5	20
Total	488	621

Les « tirages sur factor » représentent des financements sur factures remises au factor.

NOTE 15 : Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Dettes sociales	2 889	2 802
Dettes fiscales	302	480
Total	3 191	3 282

NOTE 16 : Autres créditeurs

Les autres créditeurs se répartissent ainsi

(en milliers d'euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Produits constatés d'avance	5 919	3 181
Avances reçues sur commandes	2 904	1 010
Divers	3	3
Total	8 826	4 194

Il n'existe pas d'avance remboursable.

6.4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

NOTE 17 : Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par nature s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2013		2012	
Ventes de Licences	12 429	34 %	10 776	31 %
Prestations de services	9 253	25 %	10 599	31 %
Ventes de Matériel	7 385	20 %	6 264	18 %
Support	7 654	21 %	6 799	20 %
Total	36 721	100 %	34 438	100 %

L'impact de l'avancement sur le chiffre d'affaires est le suivant :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Avancement mesuré sur projets	-1 841	-921

NOTE 18 : Achats et autres charges externes

Les achats et autres charges externes se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Achats consommés	3 491	3 205
Prestations liées aux achats consommés	1 306	1 563
Autres achats	304	314
Sous-traitance	2 252	1 809
Entretien et réparations	271	253
Locations et charges locatives	856	758
Personnel extérieur	296	479
Commissions sur ventes	550	1 028
Honoraires et Intermédiaires	957	870
Déplacements missions réception	3 426	3 159
Publicité	672	640
Assurances	210	210
Frais postaux et télécommunications	395	443
Divers	172	67
Total	15 158	14 798

NOTE 19 : Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Immobilisations incorporelles	1 712	1 683
<i>logiciel</i>	42	28
<i>frais de développement</i>	1 670	1 655
Immobilisations corporelles	387	358
Total	2 099	2 041

NOTE 20 : Dotations aux provisions nettes des reprises

Les dotations et les reprises s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	2013	2 012
Risque clients et autres		
<i>Dotations</i>	0	-34
<i>Reprises</i>	0	40
Dépréciations clients		
<i>Dotations</i>	-294	-234
<i>Reprises</i>	128	61
Total	-166	-167

NOTE 21 : Autres produits et charges

Les autres produits et charges s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Cessions d'immobilisations		
<i>produits de cession</i>	119	25
<i>valeur nette comptable</i>	-118	-10
Produits sur exercices antérieurs	7	74
Charges sur exercices antérieurs	-55	-16
Perte sur créances irrécouvrables nettes de reprises	-43	-88
Autres charges	-78	-47
Autres produits	5	
Total	-163	-62

NOTE 22 : Coût de l'endettement financier brut

Le coût de l'endettement financier brut est constitué pour l'intégralité de frais financiers.

(en milliers d'euros)	2013	2012
Intérêts Emprunts	59	52
Intérêts Factor	12	31
Autres frais financiers	11	17
Total	82	100

NOTE 23 : Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers relèvent principalement de pertes et gains de change.

(en milliers d'euros)	2013	2012
Perte de change	-337	-323
Gains de change	317	223
Autres produits et charges	-10	-5
Total	-30	-105

NOTE 24 : Impôt sur les résultats

L'impôt sur les résultats constaté au compte de résultat se décompose ainsi :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Produit (Charge) d'impôt exigible	-238	-179
Impôts différés sur frais de développement	-87	-9
Impact de l'activation des déficits fiscaux	-81	28
Autres impôts différés	7	-11
Total	-399	-171

La CVAE est comptabilisée dans les « Impôts et Taxes ».

Les impôts différés actifs et passifs figurant au bilan consolidé se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-13	31-déc.-12
Impôts différés actif		
Déficits imputables sur des déficits fiscaux futurs	278	371
Autres différences temporaires	87	91
Total	365	462
Impôts différés passif		
Activation des frais de développement	384	297
Divers		12
Total	384	309
Position nette d'impôts différés	-19	153

L'impôt différé passif est principalement lié à l'activation des frais de développement. Il se calcule au taux en vigueur dans la filiale où sont constatés des frais de développement activables, sur la base du montant activé net des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice.

NOTE 25 : Déficits fiscaux

Les déficits fiscaux des principales filiales du groupe se décomposent comme suit :

(milliers d'euros)	Total	Dalet	DDMS USA Inc
TOTAL au 31 dec 2013	31 877	30 170	1 708
Reportables jusqu'au 31 décembre 2024	31 877	30 170	1 708
Reportables jusqu'au 31 décembre 2025	31 762	30 170	1 592
Reportables jusqu'au 31 décembre 2026	30 723	30 170	553
Reportables au-delà et sans limite	30 170	30 170	

Les déficits fiscaux de DDMS USA Inc. ont été partiellement activés, ceux de Dalet ne l'ont pas été compte tenu du degré d'incertitude existant sur la réalisation des résultats futurs.

6.5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 26 : Information sectorielle

- Information sectorielle par secteurs d'activité

Les activités du groupe s'analysent donc en 2013 sur les cinq marchés suivants :

- Les applications de « media asset management »
- Les applications destinées au Sport
- Les solutions de salles de rédaction (news)
- Les solutions audionumériques pour radio
- Les projets d'intégration.

Résultat opérationnel courant :

(en milliers d'euros)	MAM		Sport		News		Radio		Intégration		Total	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Chiffre d'affaires	13 602	15 383	3 818	3 502	12 837	8 682	5 057	4 985	1 405	1 886	36 721	34 438
Charges Opérationnelles	-13 143	-13 989	-3 394	-3 239	-12 082	-9 032	-4 355	-4 314	-1 910	-2 153	-34 884	-32 726
Résultat opérationnel courant	460	1 395	424	263	755	-350	702	671	-505	-268	1 836	1 711

Répartition des actifs sectoriels :

(en milliers d'euros)	MAM		Sport		News		Radio		Intégration		Non affecté		Total	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Actifs sectoriels	7 690	8 268	3 690	3 422	5 259	3 564	2 483	1 832	746	463	12 534	10 017	32 402	27 566
dont clients	5 093	4 903	1 303	1 191	4 415	2 955	2 133	1 730	684	450	534	0	14 162	11 229
dont immobilisations incorporelles	2 454	3 043	389	238	694	472	308	0	0	0	70	77	3 916	3 830

Les frais de développement identifiés parmi les actifs sectoriels et les dotations d'amortissement comprises dans les charges opérationnelles ont été alloués aux différents secteurs selon les mêmes règles.

- Information par zone géographique

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	2013	2012
Europe	17 769	18 819
<i>dont France</i>	2 306	3 215
<i>dont Italie</i>	3 967	5 229
Amériques	13 030	11 699
Afrique Moyen-Orient	2 722	1 670
Asie Océanie	3 201	2 250
Total	36 721	34 438

Actifs sectoriels (en milliers d'euros)	2013	2012
Europe	20 895	17 206
Amériques	8 313	8 147
Afrique Moyen-Orient	2 741	1 704
Asie Océanie	453	509
Total	32 402	27 566

Accroissement des immobilisations corporelles et incorporelles (en milliers d'euros)	2013	2012
Europe	1 969	1 925
Amériques	26	68
Afrique Moyen-Orient	592	68
Asie Océanie	5	7
Total	2 592	2 068

NOTE 27 : Instruments Financiers

Le groupe n'utilise pas d'instrument financier dans le cadre de sa gestion du risque de taux. A ce titre, il n'existe pas de contrepartie des placements de trésorerie.

Par ailleurs, le groupe ne couvre pas le risque de change lié à la conversion en euros des états financiers des sociétés hors zone euro.

Ventilation des instruments financiers par catégorie

La répartition au 31 décembre 2013 est la suivante :

(en milliers d' euros)	31/12/2013						31/12/2012					
	Actifs disponibles à la vente	Disponibilités bloquées à long terme	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	Total Bilan	Actifs disponibles à la vente	Disponibilités bloquées à long terme	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	Total Bilan
Actifs non courants												
Autres actifs financiers non courants		307	580			887		223	457			680
Instruments dérivés non courants												
Actifs courants												
Clients et comptes rattachés			14 162			14 162			11 229			11 229
Instruments dérivés courants												
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	32		7 425			7 457	32		6 431			6 463

NOTE 28 : Gestion des risques financiers liés aux instruments financiers

Risque de crédit

Créances en souffrance mais non dépréciées :

en milliers d'euros	2013	2012
Créances non échues et non dépréciées	10 553	7 962
Créances échues depuis moins de 60 jours et non dépréciées	2 553	1 493
Créances échues depuis plus de 60 jours et non dépréciées	688	1 490
Créances échues et non dépréciées	3 241	2 983
Montants bruts des créances dépréciées	751	648
Pertes de valeur comptabilisées	383	364
Valeur Nette des créances dépréciées	369	284
Créances clients nettes des pertes de valeurs	14 162	11 229

Les créances clients non dépréciées ne présentent pas de risque justifiant une provision.

Risque de liquidité

Le groupe dispose au 31 décembre 2013 d'une trésorerie de 7.425 milliers d'euros contre 6.463 milliers d'euros au 31 décembre 2012. L'endettement à court terme est en diminution à 488 milliers d'euros contre 621 milliers d'euros au 31 décembre 2012. Les dettes financières à long terme sont stables à 1.551 milliers d'euros contre 1.591milliers d'euros au 31 décembre 2012.

Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2013 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

La totalité de l'endettement financier n'est pas soumis au versement d'un intérêt. Les actifs financiers sont constitués de placements en produits monétaires offrant peu de volatilité des taux.

Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant à une variation de 10 % des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
à la baisse :				
Chiffre d'affaires	-3,2%	-1 166	-0,3%	-103
Résultat opérationnel courant	-26,7%	-490	35,5%	652
à la hausse :				
Chiffre d'affaires	3,5%	1 283	0,3%	113
Résultat opérationnel courant	29,3%	539	-39,0%	-717

NOTE 29 : Effectifs

Les effectifs du groupe se décomposent comme suit :

Total personnel équivalent temps plein moyen	2013	2012
Salariés	242	221
VIE (Ubifrance)	9	9
Stagiaires	2	0
Total	253	230

Total personnel équivalent temps plein au 31 décembre	2013	2012
Salariés	254	231
VIE (Ubifrance)	18	8
Stagiaires	1	0
Total	273	239

NOTE 30 : Engagements hors bilan

Nous n'avons pas connaissance d'engagements hors bilan significatifs en dehors de ceux présentés ci-dessous :

1/ Engagement hors bilan liés au périmètre du groupe consolidé : néant

2/ Engagement hors bilan liés au financement de la société.

Engagements donnés :

Le contrat de prêt souscrit pour le financement de l'acquisition de Gruppo TNT a fait l'objet d'une prise de garantie de la part des banques prêteuses sous la forme d'un nantissement à hauteur de 440.000 euros du fonds de commerce de Dalet SA.

3/ Engagement hors bilan liés aux opérations

Engagements donnés

Au 31 décembre 2013, les cautions bancaires émises dans le cadre des opérations du groupe représentent 161 milliers d'euros.

Date d'échéance	Montant des garanties
<ul style="list-style-type: none">• Moins d'un an• Plus d'un an	<ul style="list-style-type: none">• 39 milliers d'euros• 122 milliers d'euros

Dans le cadre du Droit Individuel à la Formation, institué par la loi du 4 mai 2004 (promulguée le 7 mai 2004, date de début des droits) et ratifié pour les entreprises du SYNTEC par l'accord national du 27 décembre 2004 sur la formation professionnelle, les salariés des sociétés françaises ayant au moins un mois d'ancienneté bénéficient d'un capital de temps de formation qu'ils peuvent utiliser de 20 heures minimum par an sur 6 ans au plus, plafonné à 120 heures au total.

Au 31 décembre 2013, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF par les salariés du groupe s'élève à 3.059 heures valorisées à 28 milliers d'euros.

Engagements reçus

Néant.

NOTE 31 : Relations avec les parties liées

Les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées directement ou indirectement au Groupe, ainsi que les entités qui y détiennent directement ou indirectement une participation.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément à la norme IAS 24 sans mettre en évidence d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 2013.

La liste des sociétés consolidées du Groupe Dalet est présentée dans la note 6.2.1 « Périmètre de consolidation ». Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminées en consolidation.

Rémunérations des dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux incluant les avantages en nature s'est élevé à 965 milliers d'euros.

Autre

Néant.

NOTE 32 : Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

en milliers d'euros		DELOITTE ET ASSOCIES				Thierry YOUNES			
		2012 KE	%	2013 KE	%	2012 KE	%	2013 KE	%
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	45,0	74%	55,0	78%	30,0	100 %	40,0	100 %
	Filiales intégrées globalement	15,6	26%	15,8	22%	néant	-	néant	-
Missions accessoires	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	0	0%	0	0%	néant	-	néant	100 %
<i>Sous total</i>		<i>60,6</i>	<i>100%</i>	<i>70,8</i>	<i>100%</i>	<i>30,0</i>	<i>100%</i>	<i>40,0</i>	<i>100%</i>
Autres prestations le cas échéant	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	15,8	100%	26,4	100%	néant	-	néant	-
<i>Sous total</i>		<i>15,8</i>	<i>100%</i>	<i>26,4</i>	<i>100%</i>	<i>néant</i>	<i>-</i>	<i>néant</i>	<i>-</i>
Total		76,4	100%	97,2	100 %	30,0	100%	40,0	100 %

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwill, selon les modalités décrites dans les notes 6.2.1 « Règles et méthodes d'évaluation – goodwill » et 6.3 « Notes sur le bilan – goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées établies sous le contrôle de la Direction du Groupe, et nous avons vérifié que les notes 6.2.1 et 6.3 de l'annexe donnent une information appropriée.
- La note 6.2.1 « Règles et méthodes d'évaluation – frais de développement » de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre

société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif de ces frais, ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note 6.2.1 de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2014

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Thierry YOUNES

Laurent HALFON

RAPPORT DE GESTION

Chers Actionnaires,

Nous vous avons conviés, conformément à la loi et aux Statuts de notre Société, pour vous donner connaissance du rapport que nous avons établi sur la marche des affaires de notre Société pendant l'exercice social clos le 31 décembre 2013.

En application de l'article L233-16 du Code de Commerce, nous avons établi les comptes consolidés du groupe arrêtés au 31 décembre 2013.

Nous avons l'honneur de soumettre ce rapport à votre appréciation en même temps que le bilan, le compte de résultat, l'annexe et les comptes consolidés établis au 31 décembre 2013.

Nous vous rappelons que, conformément aux prescriptions légales, tous ces documents ont été mis à votre disposition, au siège social, pendant les quinze jours précédant l'assemblée en même temps que les rapports des Commissaires aux Comptes.

Nous vous demandons de nous en donner acte.

1. Rapport sur la gestion du groupe

Le périmètre de consolidation de la Société comprend les sociétés suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Angleterre
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israël
Dalet GmbH	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Singapour
Dalet Italia SRL	Intégration Globale	100 %	100 %	Italie
Dalet Media Systems LLC	Intégration Globale	100%	100%	Russie

Au cours de l'exercice, Dalet a créé une filiale de droit russe de type SARL, Dalet Media Systems LLC. Cette société a été enregistrée en date du 9 juillet 2013.

1.1 *Faits marquants de l'exercice*

Néant.

1.2 *Événements postérieurs à la clôture :*

En date du 6 avril 2014, Dalet a finalisé l'acquisition de 100% des actions de la société anglaise AmberFin.

AmberFin est un éditeur de logiciel spécialisé dans le traitement du signal vidéo, avec des applications reconnues pour leur excellence dans les domaines de l'acquisition, du transcodage et du contrôle qualité.

Cette acquisition permet à Dalet d'élargir son offre produit en combinant sa plateforme de Média Asset Management polyvalente avec les outils de traitement de l'image élaborés par AmberFin.

AmberFin réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 5 millions d'euros et emploie 35 personnes.

Le financement de l'opération a été réalisé par endettement bancaire complété d'une partie en cash.

1.3 *Activités et résultats du groupe – évolution prévisible*

1.3.1 **Résultats du Groupe**

L'activité du groupe Dalet sur les deux derniers exercices peut être résumée ainsi :

(EN MILLIERS D'EUROS)	2013	2012
Chiffre d'affaires	36.721	34.438
Résultat Opérationnel Courant	1.836	1.711
Résultat Opérationnel	1.836	1.520
Résultat courant avant impôt	1.732	1.321
Résultat net consolidé	1.333	1.150
Résultat net part du groupe	1.332	1.150

Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du groupe

Sur l'ensemble de l'exercice 2013, le chiffre d'affaires consolidé de Dalet ressort à 36.721 milliers d'euros contre 34.438 milliers d'euros en 2012 soit une progression de 6,6 %.

L'évolution des principaux postes de charges est la suivante :

- Les achats et autres charges s'élèvent 15.158 milliers d'euros contre 14.798 milliers d'euros en 2012.
- Les charges de personnel passent de 15.264 milliers d'euros en 2012 à 16.898 milliers d'euros en 2013, en augmentation de 10,7%.
- Les impôts et taxes restent stables à 401 milliers d'euros contre 395 milliers d'euros en 2012.
- Les dotations aux amortissements passent de 2.041 milliers d'euros en 2012 à 2.099 milliers d'euros en 2013.

Il en ressort un résultat opérationnel courant positif de 1.836 milliers d'euros contre 1.711 milliers d'euros l'année précédente.

En l'absence d'éléments non courants, le résultat opérationnel s'établit à 1.836 milliers d'euros.

Compte tenu d'une perte financière de 104 milliers d'euros, le résultat courant avant impôts ressort à 1.732 milliers d'euros.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 399 milliers d'euros, le bénéfice part du groupe s'établit en 2013 à 1.133 milliers d'euros contre un bénéfice de 1.150 milliers d'euros en 2012.

Par ailleurs, le groupe a activé ses frais de développement en conformité avec la norme IAS 38. L'actif incorporel net figurant au bilan est de 3.845 milliers d'euros à comparer à 3.753 milliers d'euros l'année précédente.

Activité commerciale

L'activité du Groupe se décline sur 5 secteurs :

- les applications de MAM pour les diffuseurs et autres opérateurs recherchant des solutions de gestion de contenu media,
- les solutions audionumériques pour la Radio,
- les applications dédiées au marché du Sport
- les solutions pour la Télé, orientées vers la production de « News »

- les projets d'intégration dont on rappelle qu'ils ne concernent que la filiale Italienne du Groupe

Le chiffre d'affaire sur les secteurs ainsi définis se présente ainsi :

Chiffre d'affaire par secteur d'activité (en milliers d'euros)	2013	2012
Media Asset Management	13.602	15.383
Sport	3.818	3.502
News	12.837	8.682
Radio	5.057	4.985
Intégration	1.405	1.886
Total	36.721	34.438

Les applications MAM sont le premier secteur et représentent 37,0 % du chiffre d'affaire du groupe en repli par rapport à 2012..

Viennent ensuite les applications de News qui représentent 35 % du chiffre d'affaires réalisé en 2013, en progression de 47,8% par rapport à 2012.

La radio représente 13,8 % du chiffre d'affaires.

Les ventes d'applications destinées au Sport sont stables à 10,4% du chiffre d'affaires.

Enfin, les ventes en « Intégration », diminuent pour représenter 3,8% du chiffre d'affaires 2013.

Sur le plan géographique, la décomposition est la suivante :

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	2013	2012
Europe	17 669	18 819
Amériques	13 030	11 699
Afrique Moyen-Orient	2 722	1 670
Asie Océanie	3 201	2 250
Total	36 721	34 438

A noter la bonne performance des ventes en Asie Océanie.

Par nature, la décomposition est la suivante :

(en milliers d'euros)	2013		2012	
Ventes de Licences	12 429	34%	10 776	31%
Prestations de services	9 253	25%	10 599	31%
Ventes de Matériel	7 385	20%	6 264	18%
Support	7 654	21%	6 799	20%
Total	36 721	100%	34 438	100%

La ventilation du chiffre d'affaires reste stable d'une année sur l'autre.

Endettement

L'évolution de l'endettement peut se traduire dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)		31/12/2013	31/12/2012
Liquidités			
A Trésorerie	1	7 393	6 431
B Placements			
C Valeurs mobilières de placement	2	32	32
D Total A + B + C		7 425	6 463
E Actifs financiers courants			
Dette court terme			
F Dette bancaire court terme		4	3
G Part court terme des emprunts obligataires			
H Autres dettes court terme	3	484	618
I Total F + G + H		488	621
J Endettement financier court terme : I - D - E		-6 937	-5 842
Dette long terme			
K Dette bancaire long terme		1 551	1 586
L Part long terme des emprunts obligataires			
M Autres dettes long terme	4	0	5
N Total K + L + M		1 551	1 591
O Actifs Financiers non courants	5	497	371
P Endettement financier net long terme : N - O		1 054	1 220
Q Endettement financier net J + P		-5 883	-4 622

1 : Disponibilités dont tirage sur ligne d'affacturage
2 : SICAV et FCP monétaires et FCP garantis à moins d'un an
3 : Tirage sur factor, dettes crédit bail à moins d'un an
4 : Part à plus d'un an des dettes crédit bail
5 : Fonds de garantie des contrats d'affacturage, cash bloqué et dépôt de garantie divers

Les ressources financières à court terme (endettement financier négatif) s'améliorent de 1.095 milliers d'euros en 2013.

L'endettement financier net à long terme quant à lui diminue de 163 milliers d'euros.

Au global, l'endettement financier net diminue de 1 258 milliers d'euros.

Activité en matière de recherche et développement (R&D)

Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année représentent 1.744 milliers d'euros. La dotation aux amortissements de l'exercice correspondant est de 1.655 milliers d'euros, créant un impact positif de 89 milliers d'euros sur le résultat opérationnel courant.

L'actif net immobilisé s'élève à 3.753 milliers d'euros.

Filiales et participations

Filiale (en milliers)	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital (en devises)	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	CAH.T. du dernier exercice clos (KE)	Résultat (KE)	Observations devises 1 € =
				Brute (KE)	Nette (KE)	Brute (KE)	Nette (KE)				
Dalet Digital Média Systems U SA	7.172 KUSD	(3.999) KU SD	100,00%	5 768	5 768	-	-	-	12 925	161	1,3281011 USD
Dalet Limited	5 KGBP	110 KGBP	100,00%	8	8	-	-	-	519	12	0,8492515 GBP
Dalet Sistemas Espana	60 KE	111 KE	99,98%	60	60	-	-	-	311	12	
Gefen	50 KILS	13.941 KILS	99,90%	10	10	-	-	-	9 117	548	4,7947798 ILS
Dalet GmbH	25 KE	(47) KE	100,00%	3 604	-	42	20	-	6	-25	
Dalet Australia Pty Ltd	-	362 KAUD	100,00%	-	-	-	-	-	1 117	23	1,3776952 AUD
Dalet Systems Asia Pte	200 KSGD	(678) KSGD	100,00%	114	-	345	71	-	916	46	1,6618713 SGD
Dalet Italia S.R.L	102 KE	748 KE	100,00%	1 962	1 349	-	-	-	4 632	-9	
Dalet Media Systems LLC	1.200 RUB	(1.288) KRUB	100,00%	28	28	60	60	-	36	-30	42,33781 RUB
TOTAL				11 554	7 223	447	151			738	

Note : le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat

Note : Aucun dividende n'a été perçu par Dalet S.A. de la part de ses filiales.

Vous trouverez ci-après un tableau résumant la situation des filiales :

- Le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.
- Aucun dividende n'a été perçu par Dalet S.A. de la part de ses filiales

Activité des principales sociétés :

(en milliers)	2013		2012	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Digital Média Systems Inc.				
Chiffre d'affaires	17 164	12 825	15 134	11 179
Résultat Net	214	161	359	279
Gefen				
Chiffre d'affaires	43 891	7 692	38 101	7 692
Résultat Net	2 627	548	2 244	453
Dalet Italia Srl				
Chiffre d'affaires		4 632		5 865
Résultat Net		-9		89

Petites filiales exerçant une représentation commerciale et technique :

Ces petites filiales fonctionnent toutes selon un schéma de financement « cost plus » vis-à-vis de la société mère.

(en milliers)	2013		2012	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Australia Pty Ltd (Australie)				
Chiffre d'affaires	1 565	1 136	1 565	1 261
Résultat Net	32	23	17	14
Dalet Systems Asia Pte (Singapour)				
Chiffre d'affaires	1 522	916	1 140	710
Résultat Net	76	46	60	37
Dalet Limited (Angleterre)				
Chiffre d'affaires	441	519	467	576
Résultat Net	10	12	10	12
Dalet GmbH (Allemagne)				
Chiffre d'affaires		6		13
Résultat Net		-25		-32
Dalet Sistemas España (Espagne)				
Chiffre d'affaires		311		275
Résultat Net		12		10
Dalet Media Systems LLC (Russie)				
Chiffre d'affaires	1 524	36		
Résultat Net	-1 270	-30		

1.3.2 Perspectives d'avenir du Groupe

Sur l'année 2013 les solutions développées par Dalet et basées sur sa plateforme de Media Asset Management ont continué à recevoir un accueil favorable de la part de grands clients aux Etats Unis

et en Europe, ce qui a généré un carnet de commande satisfaisant. En termes de marchés, un contrat récemment remporté chez un client européen à forte visibilité a conforté la présence de la société dans le monde de la production pour le sport.

En 2014, Dalet table sur une poursuite de son développement, avec des perspectives variant selon ses différents marchés géographiques. Ainsi l'activité devrait poursuivre sa dynamique sur le marché européen, et sa progression récente dans la région Asie-Pacifique au vu des investissements soutenus de Dalet dans la région, en particulier suite à la mise en place d'un établissement et d'une équipe significative en Corée. L'activité devrait rester stable aux Etats Unis.

Dalet a présenté lors du salon mondial du broadcast NAB à Las Vegas (7 au 10 avril) des évolutions de ses produits qui permettent d'optimiser les workflows et de générer une valeur ajoutée significative pour ses clients et prospects.

Par ailleurs le 6 avril 2014, Dalet a annoncé l'acquisition de la société anglaise AmberFin, reconnue pour l'excellence de ses solutions d'acquisition vidéo, de transcodage et de contrôle qualité (QC).

Cette acquisition permet à Dalet d'élargir significativement son offre Produits. La combinaison d'une plateforme de MAM polyvalente avec des outils de pointe en matière de traitement de l'image, de transcodage et de distribution de contenu conforte son leadership dans le domaine de la gestion de contenu et de la gestion des workflows médias.

La société AmberFin a enregistré pour l'exercice achevé au 31/3/2013 une perte opérationnelle significative de £1.1 million pour un chiffre d'affaires de £4.6 million. Dalet a l'intention de redresser sur les 12 mois à venir cette activité, par une combinaison de synergies opérationnelles permettant de réaliser des économies, et de synergies commerciales visant à diffuser les solutions d'Amberfin au travers du réseau commercial direct et indirect de Dalet.

1.3.3 Risques stratégiques

Risques liés aux évolutions technologiques

Le Groupe évolue dans un environnement où les évolutions technologiques sont rapides et génèrent de nouveaux besoins. Le développement des activités du Groupe dépend donc en grande partie de sa capacité à anticiper ces évolutions technologiques en maintenant un effort de Recherche & Développement important.

Risque de dépendance à l'égard de la conjoncture économique

Bien qu'une part significative de l'activité soit liée à des contrats de maintenance récurrents, le Groupe n'est pas à l'abri d'une baisse d'activité soudaine, affectant ainsi son activité, son résultat d'exploitation et sa situation financière.

1.3.4 Risques juridiques

La société n'a aucun procès en cours dans lequel elle serait en position défensive.

À la connaissance du Groupe, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir ou d'avoir eu dans un passé récent une importance significative sur le patrimoine, la situation financière, l'activité ou les résultats du Groupe qui n'ait fait l'objet d'une provision.

Le Groupe s'appuie sur des droits de propriété intellectuelle qui sont le support de son savoir-faire technologique et de son identité commerciale. Il est donc important pour le Groupe d'assurer une

protection efficace de ces droits dans les pays dans lesquels il intervient.

Ainsi, la marque Dalet est déposée en France auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle. Elle est également déposée dans une dizaine de pays européens, elle a été inscrite au registre international pour l'Union Européenne et la Russie, et est enregistrée comme une US Trademark aux Etats Unis.

Dalet a récemment initié une démarche de dépôts de brevets, pour lui permettre de mieux défendre sa propriété intellectuelle.

Enfin, les codes sources des différents programmes sont déposés périodiquement au nom de Dalet auprès de LOGITAS (www.logitas.com).

Dans ses relations avec ses clients et avec ses collaborateurs, la politique de Dalet est de contrôler par des clauses contractuelles l'accès à sa propriété intellectuelle ainsi que sa diffusion.

Toutefois, Dalet ne peut garantir que les dispositions mises en place en vue de protéger ses droits de propriété intellectuelle empêcheront le détournement ou l'utilisation illicite de son savoir-faire par des tiers, ou que ses concurrents ne développeront des technologies similaires aux siennes.

Dalet n'exploite pas de brevets appartenant à des tiers.

1.3.5 Risque de crédit ou de contrepartie

Dalet n'est pas en situation de risque particulier vis-à-vis de ses plus gros clients qui sont de grands noms des médias privés ou publics. Dalet n'a pas connu en 2013 de défaillance de débiteurs impactant significativement ses comptes.

La somme totale du poste client hors dépréciations au 31 décembre 2013 était de 14.579 milliers d'euros contre 11.593 milliers d'euros l'année précédente. Les risques clients sont provisionnés à hauteur de 417 milliers d'euros, soit 2,86 % des créances clients brutes contre des provisions de 364 milliers d'euros au 31 décembre 2012, soit 3,14 % des créances.

1.3.6 Risques opérationnels

1.3.6.1 Risques liés aux fournisseurs

Dalet ne discerne dans ses relations avec ses fournisseurs aucune situation de dépendance pouvant provoquer un risque particulier.

1.3.6.2 Risques liés aux gros clients

La concentration du Chiffre d'affaires sur des gros clients est comparable à celle constatée en 2012.

	le plus gros	5 plus gros	10 plus gros
2013	12%	24%	34%
2012	11%	28%	38%

1.3.7 Le risque de liquidité

Le groupe dispose au 31 décembre 2013 d'une trésorerie de 7.425 milliers d'euros contre 6.463 milliers d'euros au 31 décembre 2012. L'endettement à court terme est en diminution à 488 milliers d'euros contre 621 milliers d'euros au 31 décembre 2012. Les dettes financières à long terme sont stables à 1.551 milliers d'euros contre 1 591 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

Si toutefois une évolution défavorable rendait l'apport de capitaux supplémentaires nécessaire, l'obtention de ces ressources financières additionnelles pourrait se révéler difficile.

1.3.8 Risques de marché

Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2013 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant à une variation de 10 % des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
à la baisse :				
Chiffre d'affaires	-3,2%	-1 166	-0,3%	-103
Résultat opérationnel courant	-26,7%	-490	35,5%	652
à la hausse :				
Chiffre d'affaires	3,5%	1 283	0,3%	113
Résultat opérationnel courant	29,3%	539	-39,0%	-717

1.4 Assurances et couverture des risques

Les principales polices du Groupe couvrent la responsabilité civile et les risques.

Concernant la responsabilité civile professionnelle, la garantie est 4.500.000 euros par an et par sinistre sans limitation de zone géographique.

Les différentes implantations du groupe sont couvertes par des polices multirisques n'appelant pas de commentaire particulier.

Par ailleurs, compte tenu de ses spécificités, Dalet n'a pas jugé utile de se couvrir en perte d'exploitation.

1.5 Approbation des comptes consolidés

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes, de bien vouloir approuver les comptes consolidés tels qu'ils vous sont présentés.

2. Rapport de gestion sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé

2.1. Faits marquants de l'exercice

Se référer au paragraphe 1.1 du rapport sur la gestion du groupe.

2.2. Activité et résultats sociaux de l'exercice écoulé

Le chiffre d'affaires hors taxes de cet exercice social s'élève à 25.595.646 euros contre 22.308.280 euros au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu d'une production immobilisée de 1.786.977 euros, de subventions d'exploitations pour 1.000 euros, de reprises sur provisions de 289.218 euros, de transferts de charges et autres produits d'exploitation pour un montant de 443.545 euros, le total des produits d'exploitation s'élève à 27.116.386 euros contre 24.395.923 euros en 2012.

Les charges d'exploitation se sont élevées pour leur part à 27.225.636 euros contre 24.366.384 euros l'année précédente.

Les différents postes sont les suivants :

- Achat de marchandises et variations de stocks2.119.636 euros
- Autres charges externes : 16.476.720 euros
- Impôts, taxes et versements assimilés :317.631 euros
- Charges de personnel :5.640.731 euros
- Dotations aux amortissements et provisions :.....2.641.624 euros
- Autres charges.....29.294 euros

L'exploitation a ainsi généré une perte de 109.250 euros.

Compte tenu d'une perte financière de 32.479 euros, d'une perte exceptionnelle de 95.224 euros et d'un produit d'impôt sur les sociétés de 638.086 euros, le résultat de l'exercice se traduit par un bénéfice de 401.133 euros.

Les valeurs mobilières de placement sont composées 104.409 actions propres valorisées à 512.066 euros.

Vous trouverez ci-après en **Annexe 1** le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

2.3. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément à la continuité de l'exploitation, à l'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les frais de développement sont activés dans le respect des critères prévus par le règlement CRC-2004-06.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2.4. Dividendes antérieurs

Nous vous demanderons de prendre acte, en application des dispositions de l'article 47 de la loi du 12 juillet 1965 (article 243 bis du Code Général des Impôts) qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices sociaux.

2.5. Délais de paiements

Conformément aux termes de l'article L 441-6 -1 alinéa 1 du Code de Commerce, nous vous informons de la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

31-déc.-12					
	non échu	moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	entre 60 et 90 jours	plus de 90 jours
Groupe	1 361 171	638 125	1 172 432		
France	297 360	71 101	7 865		5 634
International hors Groupe	441 243	71 998	66 161	125 097	1 095 335
Total	2 099 773	781 224	1 246 458	125 097	1 100 969

31-déc.-13					
	non échu	moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	entre 60 et 90 jours	plus de 90 jours
Groupe	1 490 035	1 761 393	39 217	68 222	
France	203 877	118 231	32 719	1 969	15 998
International hors Groupe	344 349	211 429	105 716	65 293	131 113
Total	2 038 262	2 091 053	177 653	135 484	147 111

Hors facture en litige et opération intergroupe faisant l'objet de dispositions particulières, les délais de paiements moyens se situent entre 30 et 60 jours.

2.6. Activité en matière de recherche et de développement

Dalet SA a activé au cours de l'exercice 2013, les dépenses de développement de ses logiciels, dans la mesure où elles respectent les critères définis par le règlement 2004-06 du CRC.

Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année 2013 représentent 1.761.832 euros. La dotation à l'amortissement de l'exercice correspondant est de 1.669.589 euros. L'impact sur le résultat d'exploitation est de 92.243 euros.

2.7. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du Code Général des Impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses visées aux articles 39-4 et 39-5 du même Code, non déductibles du résultat fiscal.

2.8. Situation de la société, perspectives d'avenir

En ce qui concerne la situation de la société et de ses perspectives d'avenir, nous nous référons à la première partie du présent rapport concernant la gestion du groupe.

2.9. Affectation des résultats

Nous vous proposons d'affecter le résultat net de l'exercice soit : **401.133 euros**

à la réserve légale pour 20.057 euros

qui passerait ainsi à 287.592 euros

et au report à nouveau pour 381.076 euros

qui passerait ainsi à 1.298.655 euros

2.10. Conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce

Votre conseil d'administration a donné toutes informations utiles aux Commissaires aux comptes afin de leur permettre d'établir leur rapport spécial sur les conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce.

Il vous sera donné lecture de ce rapport.

Les principales conventions sont énumérées et détaillées dans le Rapport Spécial du Conseil à l'assemblée, sur les conventions réglementées, dont il vous sera donné lecture.

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver une à une les opérations visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce décrites dans lesdits rapports.

2.11. Approbation des comptes, Quitus

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver les comptes sociaux tels qu'ils vous sont présentés, de donner quitus à vos administrateurs pour leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

2.12. Rapport sur les comptes annuels

Il vous sera également donné lecture du rapport général de vos Commissaires aux comptes sur la vérification des comptes de l'exercice.

2.13. Informations concernant le capital social

2.13.1. Capital social au 31 décembre 2013

Au 31 décembre 2013, le capital social était de 7.187.360 euros, entièrement libéré, divisé en 3.593.680 actions d'une valeur nominale de 2,00 euros.

2.13.2. Informations concernant la détention par la société de ses propres actions

La société a procédé au cours de l'exercice à l'achat d'actions propres ISIN FR0011026749 dans le cadre des autorisations en cours.

Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice :	111 327
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice :	néant
Nombre d'actions transférées au cours de l'exercice	29 129
Cours moyen des achats :	4,89
Montant des frais de négociation :	non significatif
Nombre d'actions inscrites au nom de la société à la clôture de l'exercice :	104 409
Valeur de ces actions évaluées au cours d'achat :	512 066 euros
Valeur nominale de ces actions à la clôture de l'exercice :	2,00 euros
Motif des acquisitions effectuées : attribution d'actions gratuites à des dirigeants et du personnel du groupe	
Affectation non encore décidée :	néant
Fraction du capital que ces actions représentent :	2,91%

A ce jour, la société n'a pas fait usage de produits dérivés, et n'a aucune position ouverte sur des produits dérivés.

2.14. Informations concernant les plans d'attribution gratuite d'actions, d'options de souscription et d'achat d'actions ainsi que les bons de souscription d'actions en cours

2.14.1. Plans d'attribution gratuite d'actions, d'options de souscription et d'achat d'actions

Aux termes du plan d'attribution gratuite d'action en date du 22 mai 2012, chacun des mandataires sociaux bénéficiaires dudit plan devra conserver 10% des actions attribuées au nominatif jusqu'à la cessation de ses fonctions.

2.14.2. Bons de souscription d'actions : néant

2.15. Répartition du capital social et des droits de vote

2.15.1. La répartition du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2013 est la suivante :

<u>Actionnaires</u>	31-déc-12				31-déc-13			
	Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote	
<u>Dirigeants</u>								
Michaël Elhadad	127 348	3,57%	246 696	5,54%	154 834	4,31%	280 882	6,21%
Salomon Elhadad	15 358	0,43%	30 715	0,69%	47 144	1,31%	62 502	1,38%
David Lasry	160 547	4,50%	253 361	5,69%	154 194	4,29%	247 008	5,46%
Stéphane Guez	154 870	4,34%	270 061	6,06%	154 870	4,31%	278 061	6,15%
Stéphane Schlayen	22 238	0,62%	43 475	0,98%	22 238	0,62%	44 476	0,98%
<u>Investisseurs</u>								
Windcrest Partners Ltd	461 398	12,94%	788 441	17,70%	554 774	15,44%	976 817	21,59%
OTC Asset Management	242 304	6,80%	242 304	5,44%	-	-	-	-
Extend					80 768	2,25%	80 768	1,79%
Hinsdale LCC (*)	129 000	3,62%	145 000	3,25%	129 000	3,59%	145 000	3,20%
Soje Fund LP (*)	592 634	16,62%	592 634	13,30%	609 888	16,97%	660 888	14,61%
Autres titres contrôlés par J. Pinto	121 811	3,42%	121 811	2,73%	121 974	3,39%	121 974	2,70%
<u>Auto détention</u>	22 211	0,62%	-	-	104 409	2,91%	-	-
<u>Divers nominatif</u>	244 536	6,86%	450 031	10,10%	167 467	4,66%	334 189	7,39%
<u>Public</u>	1 270 982	35,65%	1 270 982	28,53%	1 292 120	35,96%	1 292 120	28,56%
<u>Total</u>	3 565 237	100,00%	4 455 511	100,00%	3 593 680	100,00%	4 524 685	100,00%
	3 565 237		4 455 511		3 593 680		4 524 685	

(*) Les fonds Hinsdale LLC et Soje LP sont gérés par M. John Pinto qui détient un pouvoir général statutaire donné par les actionnaires desdits fonds pour exercer les droits de vote au sein des assemblées des sociétés dont les titres sont détenus en portefeuille

2.15.2. Participation des salariés au capital de la Société

Notre société n'a mis en place aucun plan d'actionnariat au bénéfice des salariés. Les salariés actionnaires de la société ont régulièrement acquis leurs actions sur le marché. Il a toutefois été attribué des actions gratuites au cours de l'exercice à certains salariés. Selon les informations disponibles, les salariés du groupe détenaient 1,2% du capital au 31 décembre 2013.

2.15.3. Franchissement de seuil

Par courrier reçu le 5 novembre 2013, complété par un courrier reçu le 8 novembre 2013, le groupe familial Gellert a déclaré avoir franchi en hausse, le 30 octobre 2013, indirectement, par l'intermédiaire des sociétés Windcrest Partners et Windcrest Partners II, Etat-Unis qu'elle contrôle, les seuils de 15% du capital et 20% des droits de vote de la société DALET et détenir 551 038 actions DALET représentant 973 081 droits de vote, soit 15,33% du capital et 20,92% des droits de vote de répartis comme suit :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Windcrest Partners	504 816	14,05	926 859	19,92
Windcrest Partners II, LP	46 222	1,29	46 222	0,99
Total famille Gellert	551 038	15,33	973 081	20,92

Ce franchissement de seuils résulte d'une acquisition d'actions DALET hors marché.

2.15.4. Informations relatives au capital autorisé mais non émis : point sur l'utilisation des autorisations globale ou individuelles consenties au conseil d'administration:

Conformément à l'article L.225-100 du code de commerce, vous trouverez en **Annexe 2** un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital. Ce tableau fait également apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice.

2.15.5. Évolution du cours du titre au cours de l'exercice écoulé

Nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice écoulé, le cours unitaire de l'action a oscillé entre 4,43 euros et 6,30 euros :

Mois	Max	Min	Volume mois
janv-13	5,15	4,58	61 181
févr-13	5,15	4,55	49 474
mars-13	5,08	4,75	23 161
avr-13	5,04	4,67	26 289
mai-13	5,04	4,70	25 092
juin-13	4,94	4,56	29 961
juil-13	5,17	4,71	35 881
août-13	5,32	4,90	25 185
sept-13	5,00	4,53	13 223
oct-13	5,20	4,43	25 386
nov-13	5,10	4,60	29 256
déc-13	5,60	4,64	73 141
janv-14	6,30	5,50	85 448
févr-14	6,18	5,60	44 230
mars-14	6,12	5,66	39 268
période	6,30	4,43	586 176

2.16. Direction Générale / Gouvernement d'entreprise

Le conseil d'administration, dans sa séance du 26 juin 2002 a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général. En conséquence, il a maintenu M. David Lasry dans ses fonctions de Président Directeur Général.

2.16.1. Rémunérations attribuées aux mandataires sociaux

Jetons de présence versés en 2013

Des jetons de présence ont été accordés à Anna Mae Sokusky, administrateur indépendant, pour 6.023 euros.

Rémunérations et avantages, de toute nature, attribués aux mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013

Les rémunérations indiquées sont des rémunérations brutes incluant les avantages en nature. Les rémunérations variables sont attribuées en fonction du respect des objectifs budgétaires du groupe. Il est précisé que Monsieur Lasry bénéficie d'un régime d'assurance chômage spécifique aux mandataires sociaux (GSC auprès de GAN Assurances) pour lequel les avantages en nature correspondants lui sont réintégrés.

Nom et Fonctions du dirigeant mandataire social	2012	2013
David LASRY - PDG		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	165 061	167 399
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	40 040	néant
TOTAL	205 101	167 399
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	167 961	168 799
Stéphane GUEZ - DGD administrateur		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	165 423	162 694
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	40 040	néant
TOTAL	205 463	162 694
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	166 435	160 216
Salomon ELHADAD - administrateur		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	209 314	208 619
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	40 040	néant
TOTAL	249 354	208 619
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	218 398	208 619
Michael ELHADAD - administrateur		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	210 102	202 297
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	40 040	néant
TOTAL	250 142	202 297
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	219 186	215 879
Windcrest Partner - administrateur		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
TOTAL	0	0
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
Anna Mae Sokusky - administrateur		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	3 113	6 023
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
TOTAL	3 113	6 023
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	néant	6 023
Stéphane SCHLAYEN - DGD non administrateur		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	186 843	193 663
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	40 040	néant
TOTAL	226 883	193 663
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	188 000	198 241

Stock Options

Administrateurs	Options de souscription d'action :		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exerçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. David Lasry	Néant	Néant	Néant
M. Stéphane Guez	Néant	Néant	Néant
M. Salomon Elhadad	Néant	Néant	Néant
M. Michael Elhadad	Néant	Néant	Néant
Mme Anna Mae Sokusky	Néant	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant

Autres dirigeants	Options de souscription d'action		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exerçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	Néant	Néant	Néant

Actions gratuites

Administrateurs	Actions gratuites :		
	accordées pendant l'exercice	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. David Lasry	Néant	Néant	42.679
M. Stéphane Guez	Néant	Néant	42.679
M. Salomon Elhadad	Néant	28.786	39.786
M. Michael Elhadad	Néant	28.786	39.786
Mme Anna Mae Sokusky	Néant	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant

Autres dirigeants	Actions gratuites :		
	accordées pendant l'exercice	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	néant	néant	31.000 (1)

(1) 10.000 par décision du conseil d'administration du 11 septembre 2007 selon autorisation de l'AG du 30 juin 2006 ;

10.000 par décision du conseil d'administration du 18 juillet 2006 selon autorisation de l'AG du 30 juin 2006.

11.000 par décision, du conseil d'administration du 22 mai 2012 selon autorisation de l'AG du 28 juin 2011.

2.16.2. Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés

PRENOM, NOM ET ADRESSE FONCTION	AUTRE MANDAT OU FONCTION EXERCE DANS TOUTE SOCIETE AU TITRE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL
M. David LASRY 16, rue Escudier à Boulogne-Billancourt 92100 Président Directeur Général	- Néant
M. Stéphane GUEZ 12 rue de Fontenay 92230 SCEAUX Administrateur et Directeur Général Délégué	- Dalet Digital Media Systems USA Inc. « President »
M. Salomon ELHADAD 106, rue du Faubourg du Temple à Paris 75011 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd. : President
M. Michael ELHADAD 18 avenue Mozart Paris 75016 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd : Directeur Recherche et Développement
Windcrest Partners 112 East 42Nd Street New York N6 10168 USA Administrateur	- ENNOV : Administrateur

PRENOM, NOM ET ADRESSE FONCTION	AUTRE MANDAT OU FONCTION EXERCE DANS TOUTE SOCIETE AU TITRE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL
Anna Mae Sokusky 56, Ridge Brook Drive Stamford CT USA 06903	- Néant

2.16.3. Fonctionnement des organes d'administration

Conformément aux statuts, le conseil d'administration a choisi de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur Général. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il est précisé que le conseil d'administration n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président Directeur Général en dehors de celles définies par la loi. Le Président est assisté de deux Directeurs Généraux Délégués, Messieurs GUEZ et SCHLAYEN, lui-même non administrateur.

Le conseil d'administration n'a pas jugé nécessaire au cours de l'exercice de se doter d'un règlement intérieur précisant ses règles de fonctionnement, ni de constituer de comité spécialisé.

Le domaine d'action du conseil d'administration a compris la validation de la stratégie et des orientations du groupe, les opérations significatives (investissements, restructurations, ...) et le suivi de leur exécution ainsi que l'information importante fournie aux actionnaires et aux marchés financiers.

2.17. Informations relatives à la façon dont la Société prend en compte les conséquences environnementales et sociales de son activité

2.17.1. Conséquences environnementales

Les activités de Dalet SA ne mettant en jeu aucun processus de production ou de fabrication, elles ne peuvent constituer une agression de l'environnement naturel.

2.17.2. Conséquences sociales :

Effectifs

<u>Personnel salarié</u>	2013	2012
Cadres	47	44
Employés	2	4
Total	49	48

L'effectif moyen de 49 salariés tient compte des 3 salariés de notre établissement en Corée embauchés début octobre 2013.

Personnel mis à disposition de l'entreprise	2013	2012
Cadres	3,1	3,0
Employés	0,1	
Total	3,2	3,0

Il n'est pas fait appel à des travailleurs intérimaires.

En termes d'âge et d'ancienneté, la répartition est la suivante :

	moins de 25 ans	25-35 ans	36-45 ans	plus de 45 ans
nombre	5	12	10	15
ancienneté moyenne	0,6	3,5	9,6	16,7

- **Formation professionnelle**

Au cours de l'exercice, 3.835 euros ont été consacrés à la formation professionnelle. Ces dépenses représentent 44 heures de formation. Les bénéficiaires ont été 2 salariés de l'entreprise.

- **Représentation du personnel** : la société ne possède pas de représentants du personnel ni de comité d'entreprise.
- **Emploi des travailleurs handicapés** : la société n'emploie pas de travailleurs handicapés.

Concernant le groupe, l'effectif salarié moyen 2013 est de 242 personnes.

- **Organisation du temps de travail :**

Le temps de travail est globalement organisé du lundi au vendredi.

Compte tenu de l'activité de la société, une partie des salariés est amenée à intervenir directement sur les sites des clients. Ainsi, l'activité s'organise selon des plannings établis par services et en fonction des projets et des clients.

Sur certains projets, la société a été amenée à établir des plannings très spécifiques avec des astreintes le soir et le week-end. Ces aménagements ont fait l'objet de notes de services et ont été mis en place après accord des salariés participant.

- **Durée :**

- **Salariés à temps plein :**

La moyenne hebdomadaire effective de temps de travail est de 35h00 et les salariés disposent d'un jour de RTT par mois.

- **Salariés à temps partiel :**

La société n'emploie pas de salariés à temps partiel.

- **L'absentéisme et ses motifs :**

En 2013, la société a un taux d'absentéisme de 2,16% contre 1,27 % en 2012.

- **Rémunération des salariés et leur évolution :**

La majorité des salariés est cadre et les rémunérations sont largement supérieures aux minimas fixés par la Convention Collective.

La révision des rémunérations se fait le plus souvent en début d'année, lors d'un entretien individuel.

- **Intéressement :**

La société a mis en place un accord d'intéressement des salariés à ses bénéficiaires qui a permis, en 2013, le versement d'un intéressement global de 28.000 €

- **Egalité professionnelle entre hommes et femmes :**

En 2013, l'effectif moyen était de 42 hommes et de 7 femmes.

- **Importance de la sous-traitance :**

La société a recours à la sous-traitance dans l'exécution des projets en appoint des ressources internes disponibles dans la société ou dans le Groupe.

Il est également fait appel à certaines compétences non présentes dans le Groupe sous forme de sous-traitance générale.

- **Impact territorial de la société en matière d'emploi et de développement régional :**

La société, basée à Levallois-Perret, emploie en grande majorité des salariés résidant en Ile de France.

De par leurs très faibles effectifs, les filiales étrangères de Dalet ont un impact négligeable sur le développement régional et les populations locales.

2.18. Relations Dirigeants / actionnaires avec la société

2.18.1. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, dans celui d'une société qui en détient le contrôle, dans celui d'une filiale ou chez un client ou un fournisseur de l'émetteur

Voir paragraphe 2.14.1

2.18.2. Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et de direction et de surveillance

Voir Rapport Spécial des commissaires aux comptes.

2.18.3. Prêts et garanties, accordés ou constitués en faveur des organes d'administration, de direction et de surveillance

Néant.

2.18.4. Actifs appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille

Néant.

2.19. Plan d'options de souscription ou d'achat d'actions et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE)

Néant.

2.20. Intégration dans le présent rapport des éléments requis par l'article L 225-100-3 du code de commerce et susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Néant.

2.21. Structure du capital de la société

Voir table de capitalisation dans le présent rapport § 2.15.1.

2.22. Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11

Néant.

2.23. Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12

Néant.

2.24. Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci

Néant.

2.25. Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier

Néant.

2.26. Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote

Néant.

2.27. Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société

Les statuts de la société dans ces domaines ne dérogent pas aux principes généralement admis en matière de société anonyme.

2.28. Pouvoirs du conseil d'administration, liés en particulier à l'émission ou au rachat d'action

Voir Annexe 2.

2.29. Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts

Néant.

3. Proposition de renouvellement ou d'autorisation de délégations au Conseil d'Administration

Nous vous renvoyons pour ces résolutions, qu'elles soient ordinaires ou extraordinaires au rapport spécial prévu à cet effet.

ooo ooo ooo

Nous nous tenons à votre disposition pour vous donner toutes les explications complémentaires que vous pourriez désirer.

En cas d'accord de votre part, nous vous invitons à approuver les résolutions qui vous sont présentées.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Annexe 1 : Tableau des 5 derniers exercices

	2009	2010	2011	2012	2013
Capital en fin d'exercice					
Capital social	7.058.946	7.058.946	7.058.944	7.130.474	7.187.360
Nombre d'actions ordinaires	17.647.364	17.647.364	3.529.472	3.565.237	3.593.680
Nombre maximum d'actions à créer :					
▪ Par droit de souscription	112.000	424.000	122.000	179.361	39.591
▪ Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
Opérations et résultat					
Chiffre d'affaires hors taxes	14.195.028	16.600.188	20.286.058	22.308.280	24.595.646
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	2.115.151	1.456.183	1.995.048	1.956.537	1.928.614
Impôts sur les bénéfices	-317.038	-515.589	-654.362	-667.941	-638.086
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	1.062.025	3.065.380	542.734	423.139	401.133
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions	+0.138	+0.112	+0.751	+0.736	+0.714
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	+0.060	+0.174	+0.154	+0.119	+0.112
Dividende attribué					
Personnel					
Effectif moyen des salariés	30	39	41	48	51
Montant de la masse salariale	2.123.454	2.616.667	3.045.837	3.327.971	3.611.914
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécu. Soc. œuvres sociales)	929.106	1.165.161	1.437.812	1.612.936	2.028.817

Annexe 2 : Tableau récapitulatif des autorisations d'émission de titre de capital et de créance en cours de validité et niveau de leur utilisation.

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions</i>	28 juin 2012	27 août 2015	250.000 actions	Néant	250.000 actions
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec maintien du droit préférentiel de souscription</i>	28 juin 2012	27 août 2014	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, avec suppression du droit préférentiel de souscription et par offre au public</i>	28 juin 2012	27 août 2014	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription et par placement privé</i>	28 juin 2012	27 août 2014	20 % du capital social	Néant	20 % du capital social
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission de titres complémentaires dans le cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription</i>	28 juin 2012	27 août 2014	15 % de l'émission initiale	Néant	15 % de l'émission initiale
<i>Délégation de pouvoirs donnée au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou autres titres de la société ou des valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 10% du capital de la société en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital</i>	28 juin 2012	27 août 2014	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Autorisation donnée au conseil à l'effet de procéder, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la société ou de son groupe, ou de certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre</i>	28 juin 2012	27 août 2015	5 % du capital social	Néant	5 % du capital social
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de créer toutes actions ou valeurs mobilières sans droit préférentiel de souscription, donnant droit immédiatement ou à terme à une quotité du capital en cas d'offre publique d'échange initiée par la société</i>	26 juin 2013	25 décembre 2015	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de tout ou partie de ses propres actions</i>	26 juin 2013	25 décembre 2015	10 % du capital social	Néant	10 % du capital social
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves ou bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise</i>	28 juin 2012	27 août 2014	5.000.000 €	Néant	5.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Autorisation au Conseil d'Administration d'utiliser les délégations d'augmentation et de réduction du capital social en période d'offre publique visant les titres de la Société</i>	28 juin 2012			Néant	

Annexe 3 Tableau relatif à la publicité des honoraires des Commissaires aux Comptes

Effectué au titre de l'article 221-1-2 du
Règlement Général de L'Autorité des Marchés Financiers

* * *

en milliers d'euros		DELOITTE ET ASSOCIES				Thierry YOUNES			
		2012		2013		2012		2013	
		KE	%	KE	%	KE	%	KE	%
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	45,0	74%	55,0	78%	30,0	100 %	40,0	100 %
	Filiales intégrées globalement	15,6	26%	15,8	22%	néant	-	néant	-
Missions accessoires	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	0	0%	0	0%	néant	-	néant	100 %
<i>Sous total</i>		60,6	100%	70,8	100%	30,0	100%	40,0	100%
Autres prestations le cas échéant	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	15,8	100%	26,4	100%	néant	-	néant	-
<i>Sous total</i>		15,8	100%	26,4	100%	néant	-	néant	-
Total		76,4	100%	97,2	100 %	30,0	100%	40,0	100 %

* * *

ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION :
Rapport social et environnemental

1. Informations sociales

Emploi

Au 31/12/2013, le nombre de salariés équivalent temps plein dans le Groupe est de 254 personnes.

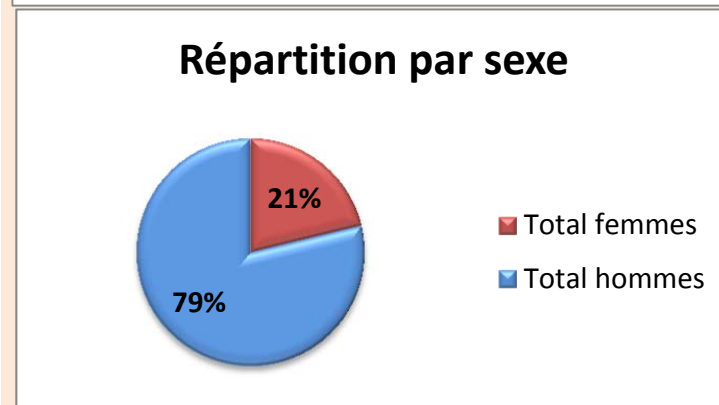
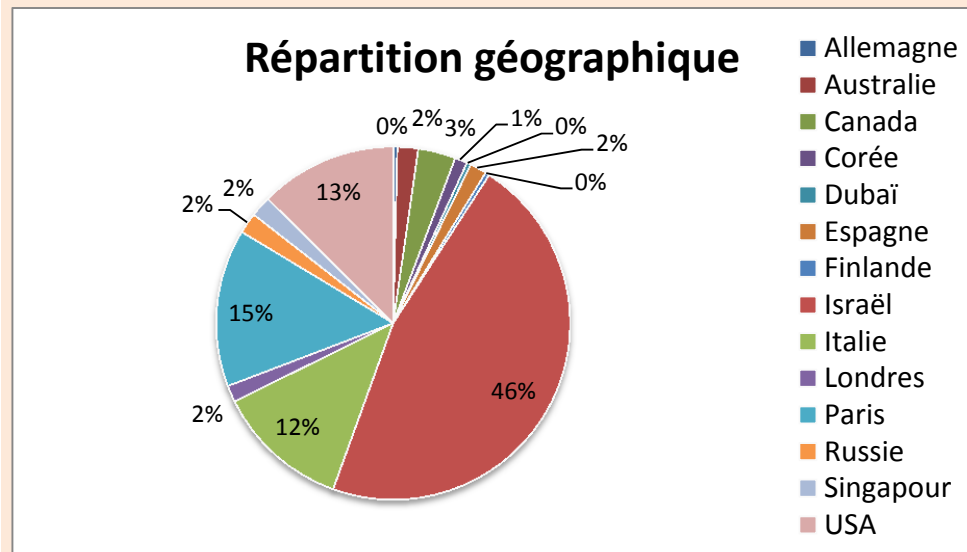
Le nombre moyen de salariés équivalent temps plein en 2013 dans le Groupe est de 242 personnes.

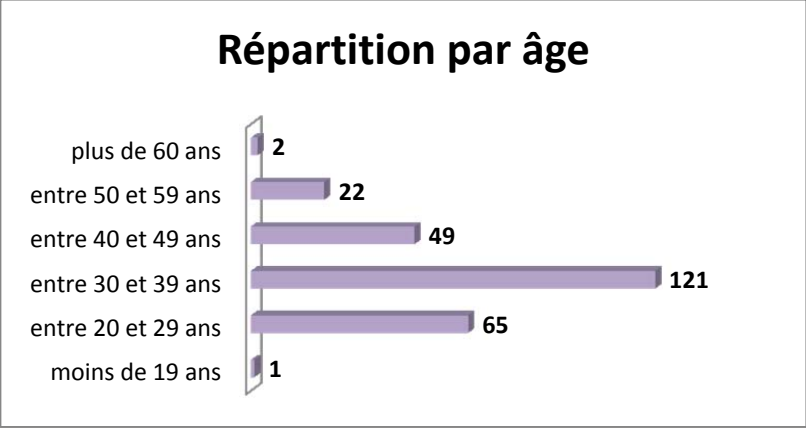
Les VIE (Volontariat International en Entreprise) ne sont pas comptabilisés dans les effectifs.

Ne le sont pas non plus ni les apprentis ni les stagiaires.

Voici la répartition des salariés présents au 31/12/2013 par sexe, par âge et par zone géographique :

Effectif total et répartition des salariés par sexe, par âge et par zones géographique



Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
	<p style="text-align: center;">Répartition par âge</p>  <p>Pour cet indicateur, le taux de réponse est de 98 %.</p>
Embauches et licenciements	<p>En 2013, tous contrats confondus, le Groupe a enregistré 80 nouvelles entrées (signatures de contrats) et 57 terminaisons de contrats. Les mouvements intra-groupe sont également comptabilisés dans ces chiffres. Il n'y a pas eu de licenciements au sein de DALET SA en 2013.</p>
Rémunérations et leur évolution	<p>Le Groupe applique des évolutions de salaires individualisées. En 2013, la masse salariale a augmenté de 8,9 % par rapport à 2012.</p>
Organisation du travail	
Organisation du temps de travail	<p>Le temps de travail est organisé différemment dans les différentes structures au sein du Groupe DALET et chacune respecte les règles locales en vigueur.</p> <p>A titre d'exemple, en Israël, une semaine de travail comporte 5 jours travaillés avec 8.6 heures de travail par jour, soit une semaine de 43 heures. Les heures sont comptabilisées grâce à un système électronique et sont reportées sur les fiches de paie conformément à la loi en vigueur.</p>
Absentéisme	<p>Le Groupe DALET n'a jamais été confronté à un taux d'absentéisme important.</p> <p>En 2013, pour DALET SA, ce taux est de 2,16 %. Il a augmenté par rapport à 2012 (1,27 %) en raison de trois arrêts longue maladie (supérieurs à 2 mois). Dans ces taux d'absentéisme sont comptés les jours maladie, les jours de congés exceptionnels (pour événements exceptionnels tels que mariage, paternité, décès, etc.) et les congés sans solde.</p>

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Relations sociales	
Organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci.	<p>Le Groupe pratique un dialogue direct au sein des équipes localement et avec la Direction.</p> <p>Les salariés de DALET SA ont renoncé à la mise en place d'institutions représentatives du personnel. De nouvelles élections seront organisées en 2014.</p>
Bilan des accords collectifs	<p>Au sein de DALET SA, les salariés bénéficient d'un accord d'intéressement renouvelé le 26 juin 2013 et d'un plan d'épargne inter-entreprises (PEI).</p>
Santé et sécurité	
Conditions de santé et de sécurité au travail	<p>Relevant d'un effectif global inférieur à celui prévu par la réglementation, DALET SA n'a pas constitué de comité d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Le Groupe DALET respecte les dispositions du Code du travail applicables aux immeubles de bureaux.</p> <p>DALET SA a emménagé en 2010 dans l'immeuble de bureaux du 16-18, rue Rivay 92300 Levallois-Perret, entièrement réaménagé avec des espaces de travail confortables.</p> <p>Les filiales respectent les lois locales en vigueur.</p>
Bilan accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail	<p>Il n'y a pas d'accord signés au sein du Groupe.</p>
Accidents du travail, fréquence et gravité, ainsi que les maladies professionnelles	<p>DALET SA et ses petites filiales n'ont pas été confrontées à des problèmes d'accident du travail ou de maladie professionnelle.</p> <p>Pour pallier à des difficultés éventuelles de personnel en déplacement à l'étranger, une assurance rapatriement couvre les salariés de DALET SA et de ses petites filiales.</p> <p>Nous ne sommes pas en mesure de répondre pour le reste du monde.</p>

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Formation	
Politiques mises en œuvre en matière de formation	<p>De façon générale, les nouveaux salariés techniques du Groupe suivent une formation complète dans notre centre de R&D.</p> <p>Il existe des formations type pour les programmeurs, les personnes du QA, les personnes des projets et des produits.</p> <p>Au sein du Groupe, des formations et séminaires internes ont lieu chaque année pour les commerciaux, les chefs de produits et les sous-traitants.</p>
Le nombre total d'heures de formation	Environ la moitié des effectifs participe à la session hebdomadaire de formation dans notre centre de R&D.
Egalité de traitement	
Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	<p>Le Groupe est particulièrement attentif au respect de l'égalité entre les femmes et les hommes.</p> <p>A l'embauche, les salaires sont définis selon les formations suivies et l'égalité femme-homme est respectée.</p> <p>Le pourcentage de candidatures reçues sur notre adresse générale est de l'ordre de 70% envoyées par des hommes et 30% par des femmes.</p>
Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	<p>Le Groupe emploie deux personnes handicapées (une aux Etats-Unis et l'autre en Italie).</p> <p>De plus DALET SA fait appel de temps en temps à des prestations réalisées par un CAT (Centre d'Aide par le Travail).</p>
Politique de lutte contre les discriminations	<p>Le Groupe n'a pas adopté de charte ou de code éthique général, mais il est attentif à ne pas se trouver en situation d'être impliqué dans des pratiques discriminantes.</p> <p>Spécifiquement pour les Etats-Unis, il existe un document « Equal opportunity, inappropriate behaviour, workplace harassment ».</p> <p>En France, notre « Règlement Intérieur » couvre les sujets de harcèlement sexuel et moral.</p> <p>Dans notre Centre R&D, un document est actuellement en cours de rédaction et couvrira tous ces sujets.</p>

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT relatives :	
Au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	Le Groupe est attentif au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective.
A l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	Le Groupe est attentif à écarter toute pratique qui donnerait lieu à une éventuelle discrimination en matière d'emploi et de profession.
A l'élimination du travail forcé ou obligatoire	Aucune démarche spécifique n'a été mise en place parce que le risque est très limité.
A l'abolition effective du travail des enfants	Aucune démarche spécifique n'a été mise en place parce que le risque est très limité : le Groupe développe ses activités principalement dans les pays de l'OCDE où cette réglementation est respectée.

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
2. Informations environnementales	
Politique générale en matière environnementale	
<p>Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation et de certification en matière d'environnement</p>	<p>Le Groupe DALET est très sensible aux questions environnementales. Dans le cadre de ses activités, de nombreux déplacements de collaborateurs sont nécessaires tout au long de l'année et le poste « déplacement » est un poste à coût très élevé pour le Groupe. Cependant, chaque fois que c'est possible, des conférences téléphoniques ou des conférences vidéo sont organisées. Skype est un outil utilisé quotidiennement dans l'entreprise.</p>
<p>Actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement</p>	<p>Du fait de son implantation internationale, l'essentiel des axes de progrès du Groupe concerne la limitation des déplacements. DALET utilise depuis peu les services d'une agence de voyage en ligne qui permet d'établir des statistiques en matière d'impact carbone.</p> <p>Des affiches sensibilisent les salariés à la consommation de papier et de gobelets plastiques.</p>
<p>Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions</p>	<p>Non applicable.</p>
<p>Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement</p>	<p>Montant des provisions et garanties : néant.</p>

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Pollution et gestion des déchets	
Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	<p>Non applicable : l'activité du groupe est une activité de service.</p> <p>Notre centre R&D a déménagé fin 2013 dans un bâtiment neuf « vert » répondant à la certification « Leed ».</p>
Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	<p>Le Groupe est sensible à la question du recyclage et selon les filiales a mis en place une politique concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le matériel informatique/électronique : un contrat avec la société CONIBI permet le ramassage d'un carton de collecte de tous ces matériels en fin de vie (DALET SA) ; des dons à des écoles ou centres de jeunesse (Centre R&D) - Les cartouches d'encre : ramassées également par la société CONIBI (DALET SA) ou collectées par la société de leasing (DALET Italia) - Le papier/carton : par l'installation d'une poubelle adéquate à côté de l'imprimante principale, collectée par la ville (DALET SA et DDMS Inc.) <p>En France, la société CONIBI affiche une véritable politique responsable vis-à-vis de l'environnement. Elle recycle, récupère et revalorise les matières premières des matériels collectés.</p>
Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	Non applicable.
Utilisation durable des ressources	
Consommation d'eau et approvisionnement en eau fonction des contraintes locales	L'eau consommée concerne uniquement des activités de bureau.

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	Les principales implantations du Groupe sont équipées d'imprimantes/scanners performante permettant de scanner une majorité de documents et de les archiver de façon électronique.
Consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables	La société équipe la plupart de ses collaborateurs avec des ordinateurs portables, moins consommateurs d'énergie que les stations. D'octobre 2012 à octobre 2013, la consommation de DALET SA a été de 92.657 kWh.
Utilisation des sols	Non applicable
Changement climatique	
Rejets de gaz à effet de serre	En France, pour DALET SA, l'équivalent en rejet CO2, selon la consommation en kWh entre octobre 2012 et octobre 2013, s'élève à 4,447 T de CO2.
Adaptation aux conséquences du changement climatique	Le Groupe ne possède que des bureaux en centre-ville et se trouve donc peu exposé aux conséquences du réchauffement climatique.
Protection de la biodiversité	
Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	Non applicable.

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
3. Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable	
Impact territorial, économique et social de l'activité de la société	
En matière d'emploi et de développement régional	La mobilité intra-groupe est importante mais la société s'efforce également de recruter des salariés localement, comme c'est aujourd'hui le cas en Australie, en Inde ou en Corée par exemple.
Sur les populations riveraines ou locales	Voir ci-dessus.
Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines	
Conditions de dialogue avec ces personnes ou organisations	Le Groupe est attentif et à l'écoute de ses clients. Par exemple, un « Executive Breakfast » est organisé deux fois par an, lors des Salons NAB et IBC et permet échanges et dialogues.
Actions de partenariat ou de mécénat	Le Centre R&D fait des dons de matériels à des écoles ou des centres de jeunesse.
Sous-traitance et fournisseurs	
Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	Nous n'avons pas mis en place de critères sociaux ou environnementaux dans notre politique achats.
Importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale	La sous-traitance concerne principalement des services d'ingénieurs pour des missions précises en termes de territoire, durée de mission, ...

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Loyauté des pratiques	
Actions engagées pour prévenir la corruption	De façon générale, les petites filiales possèdent des délégations restreintes ne leur permettant pas de prendre d'engagement au nom du Groupe. De ce fait le contrôle interne est centralisé au niveau de la Direction Générale du Groupe. Il ne sous est pas remonté de problème touchant à des faits de corruption.
Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	Non applicable.
Autres actions engagées en faveur des Droits de l'Homme	
Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme	Non applicable.

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Note méthodologique	
<p>Le périmètre du reporting couvre la période du 01/01/2013 au 31/12/2013.</p> <p>Le périmètre des sociétés varie selon les indicateurs.</p> <p>« DALET SA et ses petites filiales » regroupe les sociétés et bureau suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La maison mère DALET SA - DALET Ltd - DALET Sistemas Espana S.A. - DALET Australia PTY Ltd - DALET Systems Asia Pte Ltd - DALET Moscova - DALET Korea - DALET GmbH <p>Le Groupe comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DALET SA et ses petites filiales, - DALET Italy - DDMS Inc. - GEFEN Dekel Technologies Ltd <p>Comptabilisation des effectifs : ont été comptabilisé tous les contrats CDI et CDD des salariés présents au 31/12/2013. Les répartitions hommes/femmes, par âge et par localisations géographiques ont été faites sur cette base.</p> <p>Le calcul des entrées/sorties a été fait en prenant en compte les contrats CDD et CDI.</p> <p>Taux d’absentéisme : pour l’absentéisme sont comptés les jours maladie, les jours de congés exceptionnels (pour évènements exceptionnels tels que mariage, paternité, décès, etc.) et les congés sans solde.</p> <p>Consommation d’énergie : les consommations rapportées concernent la période Octobre 2012 à Octobre 2013 pour Dalet SA.</p> <p>Rejet des gaz à effet de serre : la source utilisée pour ce calcul provient du fichier du Bilan Carbone de l’ADEME version 7.1. La moyenne donnée est de 48 g d’équivalent CO2 par kWh.</p> <p>Indicateurs non pertinents au regard de notre activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions - Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité - Utilisation des sols - Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité - Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs - Autres actions engagées en faveur des droits de l’homme 	

Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Dalet S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires,

En notre qualité de professionnel de l'expertise comptable désigné organisme tiers indépendant, dont la recevabilité de la demande d'accréditation a été admise par le COFRAC, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), établi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce, préparées conformément au référentiel utilisé par la société, (ci-après le « Référentiel ») dont un résumé figure dans la note méthodologique située dans le Rapport social et environnemental et disponible sur demande au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires et le code de déontologie de la profession inséré dans le décret du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité en conformité avec la norme professionnelle de maîtrise de la qualité qui régit notre profession.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de 3 personnes en avril 2014 pour une durée d'environ une semaine. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

1. Attestation de présence des Informations RSE

En conformité avec la norme professionnelle applicable aux attestations particulières et avec l'Arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission, nous avons effectué les travaux suivants :

- Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.
- Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce.
- En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.
- Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée dans le rapport social et environnemental en annexe du rapport de gestion.

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

En conformité avec la norme professionnelle applicable aux attestations particulières, avec l'Arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et avec la norme « International Standard on Assurance Engagements » ISAE 3000, nous avons effectué les travaux suivants :

Nous avons mené un entretien avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes¹ :

¹ Indicateurs quantitatifs : Effectifs et répartition par âge, sexe et zone géographique, embauches et licenciements
Informations qualitatives relatives aux politiques mises en œuvre en matière de formation et relatives à la certification LEED d'un bâtiment

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif de sites que nous avons sélectionnés² en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente 60% des effectifs en équivalent temps plein.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Fait à Paris, le 30 avril 2014

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Natascha Vignaux
Associée

² *Dalet S.A. et Gefen Ltd*